



Evaluation scolaire

## Benghebrit annonce une rencontre avec les partenaires sociaux

De nouvelles rencontres sont prévues entre la ministre de l'Education nationale et les partenaires sociaux. Une est programmée en février et l'autre en avril prochain, qui sera consacrée à la présentation des conclusions d'une consultation nationale sur l'évaluation scolaire.

Page 2

Etiquetage en arabe réalisé à l'étranger

## 3 000 euros pour chaque conteneur

Page 2

Afin de promouvoir les produits algériens à l'étranger

# L'association des exportateurs réclame plus de facilitations

Le nouveau modèle économique adopté par le gouvernement encourage sérieusement la promotion des exportations vers l'étranger pour rééquilibrer un tant soit peu la balance commerciale, exagérément déficitaire.

Page 3



Equipe nationale

## Les Verts passent aux choses sérieuses

Page 18



Investissement, PME et autres lois relatives à l'Industrie

## Bouchouareb : «11 textes d'application prêt en mars prochain»

Plusieurs textes d'application de différentes lois restent en attente, notamment dans le secteur de l'Industrie qui a connu plusieurs réformes, notamment sur le plan législatif, à savoir la loi sur l'investissement, les PME et la métrologie, dont le nouveau projet de loi a été présenté hier en plénière par le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb, devant une minorité de députés.

Page 3



L'Opep s'est réapproprié son rôle de régulateur du marché pétrolier en conduisant une démarche visant à enrayer la chute des cours de brut, et où l'Algérie a joué un rôle-clé dans la mise en place d'un consensus pour diminuer l'offre.

Après presque deux années d'intenses efforts de discussions avec les principaux producteurs mondiaux sur la nécessité d'une concertation entre les pays Opep et non Opep, l'Algérie a pu faire

## Rééquilibrage du marché pétrolier Rôle-clé de l'Algérie

aboutir son initiative en septembre à Alger lors de la réunion extraordinaire de l'organisation pétrolière, donnant lieu à un accord historique de baisse de production à une fourchette de 32,5 mbj-33 mbj.

Cette baisse est de nature à absorber le surplus de production généré essentiellement par un bond de la production pétrolière américaine avec l'extraction du pétrole de schiste, et le ralentissement économique en Europe et en Chine.

L'enjeu de la réunion d'Alger était de taille: aplanir les divergences au sein même de l'Opep notamment entre l'Arabie Saoudite et l'Iran pour un consensus capable de soutenir les cours, puis ouvrir la voie à l'adhésion d'autres pays produc-

teurs non Opep afin de mieux peser sur le marché. Le succès de la réunion d'Alger a été le couronnement de l'initiative algérienne lancée début 2015 alors que les cours du brut étaient au plus bas.

C'est dans le cadre de cette démarche consensuelle que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait dépêché plusieurs membres du gouvernement pour transmettre des messages à l'Arabie Saoudite, Sultanat d'Oman, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Mexique, Russie, Colombie ainsi qu'aux pays membres de l'Association des producteurs de pétrole africains (Appa) qui sont le Nigeria, le Gabon, l'Angola, le Congo et la Guinée équatoriale.

Page 4





Evaluation scolaire

# Benghebrit annonce une rencontre avec les partenaires sociaux

De nouvelles rencontres sont prévues entre la ministre de l'Education nationale et les partenaires sociaux. Une est programmée en février et l'autre en avril prochain, qui sera consacrée à la présentation des conclusions d'une consultation nationale sur l'évaluation scolaire.



Par Karima Nacer

Les rencontres tournent autour de plusieurs questions dont l'évaluation du premier trimestre, la préparation du deuxième et les préparatifs en prévision de l'année scolaire 2017-2018. Dans une déclaration à la presse en marge de sa rencontre avec les partenaires sociaux (syndicats et associations des parents d'élèves), la ministre a fait savoir qu'une «consultation nationale sur l'évaluation scolaire sera lancée en février prochain» et sera couronnée par une rencontre nationale avec les partenaires sociaux en

avril pour présenter les conclusions de cette consultation, dans le but, a-t-elle dit, de préparer la rentrée scolaire 2017-2018.

Les partenaires sociaux ont appelé, lors de cette rencontre à un «examen approfondi de certains dossiers, notamment celui du rythme scolaire», souligne la ministre, ajoutant que pour cette raison, une consultation nationale sera lancée sur l'évaluation scolaire. Pour réussir la rencontre, Benghebrit appelle tous les encadreurs et les enseignants au niveau local à apporter leur contribution dans ce dossier important pour assurer une bonne préparation de la ren-

trée scolaire 2017-2018.

L'accent a été également mis sur la bonne gouvernance, a ajouté la ministre, annonçant par la même occasion l'organisation, jeudi prochain, d'une rencontre avec les directeurs de l'éducation consacrée à l'examen des préoccupations soulevées par les partenaires sociaux, notamment la nécessité de remédier aux «dysfonctionnements et au manque de communication entre les responsables locaux et les partenaires sociaux». A cette occasion, la ministre de l'Education nationale a insisté sur l'importance du dialogue, tant avec les syndicats, les associations,

les parents d'élèves qu'avec les élus du peuple.

En ce qui concerne le recrutement, la ministre a affirmé la poursuite, en 2017, de l'exploitation de la plate-forme numérique dans l'opération de recrutement, ainsi que l'organisation d'un concours national pour le recrutement dans certaines spécialités inexistantes dans la plate-forme numérique y compris les mathématiques et physiques.

La détermination des postes d'emploi se fait, a-t-elle poursuivi, sur la base des conclusions des rencontres régionales.

Par ailleurs, la ministre a donné son approbation pour la reprise de rencontres bilatérales et triparties avec tous les syndicats, de même que la mise en place de commissions pour l'examen des dysfonctionnements contenus dans les statuts des travailleurs du secteur de l'éducation, les oeuvres sociales et de la violence en milieu scolaire.

En ce qui concerne le recrutement, la ministre a affirmé la poursuite, en 2017, de l'exploitation de la plate-forme numérique dans l'opération de recrutement, ainsi que l'organisation d'un concours national pour le recrutement dans certaines spécialités inexistantes dans la plate-forme numérique y compris les mathématiques et physique. La détermination des postes d'emploi se fait, a-t-elle poursuivi, sur la base des conclusions des rencontres régionales.

La ministre a affirmé, par ailleurs, que le fait d'«abandonner certaines décisions n'est pas une chose négative», rappelant que son département ministériel avait une «vision prospective» et non le contraire comme tentent de véhiculer certains discours.

K. N.

Un processus de plusieurs modules selon Lahbiri

## Dotation de la Protection civile en hélicoptères

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Mustapha Lahbiri, a indiqué, mardi dernier à Béchar, que la dotation de sa structure en hélicoptères passait par un processus nécessitant plusieurs modules.

L'acquisition de six types de ces appareils par notre structure comme moyen de renforcement de nos capacités de secour et de sauvetage lors des catastrophes naturelles et autres accidents qui passe par la formation des pilotes, des personnels techniques au sol et surtout la réalisation des infrastructures nécessaires comme les terrains d'atterrissage de ces hélicoptères, a-t-il précisé en marge d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

Cette première visite de travail et d'inspection entamée en début de cette nouvelle année 2017 vise aussi à s'enquérir des conditions de vie et de travail des différentes catégories de la Protection civile, tant à travers la wilaya de Béchar que dans d'autres régions du pays, a-t-on souligné.

Auparavant, le colonel Mustapha Lahbiri a visité un poste avancé de la Protection civile à Ben Zireg située à 50 km au nord de Béchar et à proximité de la RN6, créée récemment dans le but d'intervention et de secours rapides sur ce tronçon routier reliant le sud-ouest du pays au nord-ouest et, de là, les différentes régions du nord du pays.

Le colonel Lahbirir, qui poursuivra hier sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, aura l'occasion de s'enquérir aussi des activités des postes avancés de Hammaguir dans la région d'Abadla (88 km au sud de Béchar) et de Boulaâdam localisé sur la RN50 reliant Béchar à Tindouf, et visitera plusieurs unités de la Protection civile notamment à Taghit, Béni Abbès et El Ouata.

Cette dernière a été récemment réalisée et équipée par la wilaya dans le but de renforcer la couverture du territoire de la wilaya par la protection civile et enregistre actuellement un taux de 85% d'avancement de ses travaux, selon des responsables locaux de ce corps.

Cette couverture est actuellement assurée par neuf unités d'intervention et de secours et une unité principale au chef-lieu de wilaya.

R. K.

Etiquetage en arabe réalisé à l'étranger

## 3 000 euros pour chaque conteneur

Le coût d'étiquetage en langue arabe à l'étranger des produits importés par l'Algérie est de 3 000 euros pour chaque conteneur, apprend-on hier auprès du ministère du Commerce qui permet, désormais, de réaliser cet étiquetage sur le territoire national. Selon une évaluation faite par ce ministère, l'Algérie a importé 556 355 conteneurs toutes marchandises confondues en 2016.

Sur cette base, ce département ministériel indique que si l'on admet que 35% seulement de ce nombre de conteneurs a fait l'objet de contrôle de la conformité, soit 194 725 conteneurs, et en tenant compte que le coût minimum de l'étiquetage en arabe à l'étranger est de 3 000 euros pour un seul conteneur (selon l'avis des professionnels), le coût global supporté par l'économie

nationale a été de 584,175 millions d'euros en 2016 (équivalent de 65 milliards de DA), «ce qui constitue un surcoût pour le Trésor public».

Or, poursuit le ministère, le coût d'étiquetage serait beaucoup moins important s'il se faisait sur le sol national en étant estimé à 9 milliards de DA (soit l'équivalent de 81 millions d'euros).

En outre, ce coût en devises sera encore plus important si l'on rajoute les frais supplémentaires engendrés par le blocage aux frontières (paiement des surestaries en devises), ce qui entraînera systématiquement un renchérissement des produits importés supporté par le consommateur final, note-t-il encore.

Pour rappel, l'étiquetage obligatoire en langue arabe des produits importés est désormais permis sur

le territoire national, sauf pour les produits alimentaires préemballés périssables, a indiqué une instruction récente du ministre du Commerce, Bakhti Belaïb.

«L'instruction a pour objet de permettre aux opérateurs économiques de réaliser l'étiquetage en langue arabe sur le territoire national au niveau de leurs locaux ou dans les installations spécialisées d'une entreprise tierce», précise ce document adressé aux directeurs du commerce de wilayas.

Cette mesure vise à réduire les coûts à l'importation, de développer un nouveau segment d'activité sur le marché national (société de marquage, codage et étiquetage industriel) et de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs, selon la même source.

L'étiquetage en langue arabe

des produits importés, obligatoire depuis 2009, était réalisé dans le pays de l'exportateur, sachant que la non application de cette mesure entraînait le renvoi de la marchandise vers le pays expéditeur, une situation engendrant un coût en devises pesant sur l'économie nationale.

Mais selon la nouvelle instruction, l'opérateur procède à l'étiquetage en langue arabe des mentions obligatoires, sur une surface libre de l'emballage du produit et ce, par un procédé admis en la matière de manière visible, lisible et indélébile. Les produits concernés par cette mesure feront l'objet d'une admission sur le territoire national en vue de leur étiquetage, tandis qu'un procès-verbal de retrait temporaire est établi par l'inspec-

tion aux frontières sur la base d'un engagement de l'importateur qui sera joint au dossier de demande d'admission. Ces opérations doivent être réalisées dans un délai d'un mois à compter de la date de notification et de l'autorisation d'admission et du procès-verbal de retrait temporaire du produit. Ce délai peut être prorogé de 15 jours par le directeur de wilaya du commerce territorialement compétent. Dès la fin de l'opération d'étiquetage, une autorisation de libre disposition du produit est délivrée à l'importateur par les services du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes concernés. Les dispositions de cette instruction ne s'appliquent pas aux produits alimentaires préemballés périssables.

G. K.



Afin de promouvoir les produits algériens à l'étranger

# L'association des exportateurs réclame plus de facilitations

**Le nouveau modèle économique adopté par le gouvernement encourage sérieusement la promotion des exportations vers l'étranger pour rééquilibrer un tant soit peu la balance commerciale, exagérément déficitaire.**



Par M. Ait Chabane

Pour ce faire, plusieurs facilités ont été introduites à travers l'adoption de plusieurs textes législatifs pour encourager les exportateurs nationaux et promouvoir la production algérienne à l'étranger. Le président de l'Association nationale des exportateurs algériens, Ali Bey Naceri n'a pas manqué de saluer les efforts des pouvoirs publics dans ce sens, mais revendique en revanche davantage de facilitations. Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, il a estimé que les choses évoluent «dans la bonne voie», grâce à l'abrogation de certaines réglementations «obsolètes», citant, entre autres, le contrôle des changes. A ce titre, l'invité de la radio a qualifié «d'excellente» la

mesure ayant trait au prolongement du délai de rapatriement des dividendes passé de 180 à 360 jours. Cette «réactivité» ouvre de grandes perspectives pour le développement des activités d'exportation et offre plus de facilitations aux exportateurs potentiels. Toutefois, le président de l'Association des exportateurs algériens appelle à la refonte de ce système de contrôle des changes et le débarrasser de son aspect «draconien» qui constitue un sérieux frein aux exportations nationales. Estimant dans ce sens que l'Algérie a accusé «beaucoup de retard» en matière d'exportations, Ali Bey Naceri dit souhaiter des mesures d'encouragement de la part de l'Etat, auquel il demande de «déverrouiller le corset» entravant encore les activités de ceux qui en sont les

moteurs. Il signale que des entrepreneurs sont en train d'acquiescer des marchés à l'international, mais que, malheureusement, poursuit-il, «on ne sait pas encore faire», parce que la réglementation qui gère les investissements à l'étranger bride les exportateurs algériens, auxquels, insiste-t-il, il faut donner les mêmes outils que ceux utilisés ailleurs dans le monde. Globalement, «les choses ont évolué positivement», a-t-il constaté, citant notamment les facilitations accordées par les services des Douanes en faveur des exportateurs. Et de saluer le nouveau Code des Douanes récemment adopté par l'Assemblée populaire nationale (APN) qui, selon lui, constitue une avancée notable pour la promotion de la production nationale en dehors des

frontières algériennes. Il a expliqué que «depuis l'indépendance, l'Algérie pourra avoir une «visibilité précise» sur ses échanges commerciaux et connaître, ainsi, les niveaux de ses importations et exportations. Il s'agit certes d'avancées considérables dans la stratégie du gouvernement d'amorcer une nouvelle dynamique pour promouvoir les exportations nationales, mais beaucoup reste à faire pour permettre aux opérateurs et exportateurs nationaux de se frayer une place dans les marchés internationaux, où la concurrence bat son plein. Cela passe, bien entendu, par l'amélioration du produit algérien à même de le rendre compétitif et labelliser les produits du terroir qui constituent un réel potentiel d'exportation.

M.A.C.

Sécurité et stabilité

## Pierre angulaire pour tout développement affirme Bedoui

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a assuré à Guelma que la sécurité et la stabilité sont la pierre angulaire et la soupape de sécurité pour tous les projets de développement destinés à l'amélioration du niveau de vie des citoyens.

Président, au terme de sa visite de travail et d'inspection de deux jours dans cette wilaya, une réunion avec les représentants de la société civile, le ministre a considéré que la paix et stabilité dont jouissent les Algériens aujourd'hui étaient, dans un passé très proche, un rêve pour tous et prenaient le pas sur toutes les autres préoccupations y compris mêmes les questions des droits et devoirs. M. Bedoui a mis en garde contre des parties à l'intérieur et l'extérieur du pays qui voudraient frapper la stabilité du pays, semer le doute parmi les Algériens et jauger le taux de leur attachement à la patrie, à ses valeurs et à ses constantes.

Ces parties, a-t-il affirmé, «n'ont pas atteint et n'atteindront jamais leurs objectifs et elles se leurrent». «Grâce à ses fils défenseurs de la patrie dans les divers corps de sécurité, à leur tête l'Armée nationale populaire, et grâce à la conscience de ses citoyens, l'Algérie défendra avec résolution et de toutes ses forces tous ses acquis en matière de sécurité, de stabilité et de réconciliation nationale», a-t-il affirmé.

Le ministre a également estimé que la conjoncture actuelle est «délicate» et exige le resserrement des rangs pour affronter les défis et surmonter les facteurs de divergence.

Il a également considéré qu'au lieu d'inciter à la destruction de ce qui a été bâti, il aurait mieux valu de mobiliser toutes les volontés sincères pour réaliser un autre bond en avant sur la voie de l'édification du pays au-delà des dissemblances politiques et idéologiques.

Le ministre a réitéré la détermination du gouvernement algérien à poursuivre, durant l'année en cours, son projet intégré de modernisation du service public pour passer à une nouvelle génération de prestations incluant la délivrance électronique aux citoyens de documents administratifs et la signature électronique ainsi qu'à oeuvrer à concrétiser le projet ambitieux de «la commune électronique» sans papier à élargir à toutes les administrations algériennes. M. Bedoui a estimé que les prochaines élections seront «déterminantes», avant d'affirmer que l'Etat est résolu à mettre en place tous les moyens qui permettront à l'électeur de choisir ses représentants en toute liberté et transparence par l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication au processus électoral de sorte à permettre aux représentants des candidats et instances de surveillance d'accomplir plus aisément leurs tâches. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a auparavant inauguré des sièges de Sûreté dans les communes de Guelma et Aïn Hessaïnia et a inspecté plusieurs projets de développement à caractère touristique, social et pour jeunes dans les communes de Aïn Benbeidha, Bouchegouf et Bendjerah Belkheir.

T. A.

Investissement, PME et autres lois relatives à l'Industrie

# Bouchouareb : «11 textes d'application prêts en mars prochain»

Par Leila Bensaid

Plusieurs textes d'application de différentes lois restent en attente, notamment dans le secteur de l'Industrie qui a connu plusieurs réformes sur le plan législatif, à savoir la loi sur l'investissement, les PME et la métrologie, dont le nouveau projet de loi a été présenté hier en plénière par le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb, devant une minorité de députés.

Ce texte, qui a un caractère technique, n'a pas connu de grandes ou importantes interventions de la part des membres de la chambre basse du Parlement. Et les quelques remarques faites en particulier par les députés du groupe parlementaire du Front des forces socialistes et le Parti des travailleurs ont posé surtout le problème d'application des textes de loi.

Dans sa réponse aux préoccupations

des députés, le ministre de l'Industrie a indiqué que «vers les mois de février et mars, 11 textes d'application seront prêts, notamment ceux du Code de l'investissement». A ce propos, il a expliqué que «cinq textes d'application relatifs au Code d'investissement sont passés au niveau du gouvernement» en attendant «trois autres».

Selon le ministre, c'est une question de programmation au niveau du secrétariat général du gouvernement avec le nombre important de textes. «Moi-même, je n'ai pas accepté que des textes d'application ne soient pas élaborés sept ans après l'adoption d'une loi», a-t-il défendu.

S'agissant de la nouvelle loi sur la métrologie, il a affirmé que ces textes d'application seront prêts juste après leur publication au *Journal officiel*, rassurant que «les textes d'application seront

prêts avant la fin de premier semestre».

Revenant sur les objectifs de cette nouvelle loi qui vient après un quart de siècle de retard dans ce domaine, il a indiqué que celle-ci permettra d'élever la collecte fiscale qui reste à un niveau bas évalué à «40%». Selon Bouchouareb, le texte en question permettra d'améliorer les moyens de contrôle. Il a souligné aussi que des «sanctions sévères» sont introduites dans ce texte contre les «fraudeurs en diminuant la durée de prison et élever en parallèle la pénalité financière».

Pour ce qui est des laboratoires nationaux, il dira que la loi est «sévère dans ce cadre» tout en affirmant que le texte de loi vise aussi à protéger le citoyen. «On a tenu des réunions avec plusieurs associations de consommateurs».

Il est à noter que la loi en question vise à hisser les produits locaux à la hauteur des exigences de qualité dans la perspective de la diversification de l'économie. Il s'agit d'une «refonte globale du système actuel de métrologie en vue de son adaptation aux normes internationales et aux nouveaux instruments scientifiques et techniques utilisés dans le domaine de la métrologie, avec l'objectif de renforcer l'offre des produits locaux et leur crédibilité sur les marchés national et étranger». Il vise aussi à «combler certaines insuffisances», notamment en ce qui concerne la métrologie industrielle. Ce texte est considéré comme «outil important d'une économie régulée de concurrence». Le texte propose «la mise en place des méthodes, instruments et équipements de mesurage unifiés et conformes au système international de métrologie, de

sorte à garantir également leurs validations à l'étranger au bénéfice des produits locaux exportés». Il s'agit aussi de développer les capacités nationales en prestation métrologique à travers un réseau national de laboratoires spécialisés. Dans ce cadre, le texte prévoit l'institution d'un Conseil national chargé de définir et de coordonner la politique nationale de métrologie et de sa coordination, ainsi que d'une entité nationale chargée du contrôle de l'application des normes de métrologie et d'un réseau de laboratoires d'étalonnage, de référence et d'essai.

L'Algérie prévoit la réalisation d'un laboratoire national de métrologie qui devrait assurer une plus grande protection du consommateur et de l'économie nationale et renforcer la capacité de l'Office national de la métrologie légale (Onml).

L. B.



Rééquilibrage du marché pétrolier

# Rôle-clé de l'Algérie dans le consensus

L'Opep s'est réapproprié son rôle de régulateur du marché pétrolier en conduisant une démarche visant à enrayer la chute des cours de brut, et où l'Algérie a joué un rôle-clé dans la mise en place d'un consensus pour diminuer l'offre.



Après presque deux années d'intenses efforts de discussions avec les principaux producteurs mondiaux sur la nécessité d'une concertation entre les pays Opep et non Opep, l'Algérie a pu faire aboutir son initiative en septembre à Alger lors de la réunion extraordinaire de l'organisation pétrolière, donnant lieu à un accord historique de baisse de production à une fourchette de 32,5 mbj-33 mbj.

Cette baisse est de nature à absorber le surplus de production généré essentiellement par un bond de la production pétrolière américaine avec l'extraction du pétrole de schiste, et le ralentissement économique en Europe et en

Chine. L'enjeu de la réunion d'Alger était de taille: aplanir les divergences au sein même de l'Opep notamment entre l'Arabie Saoudite et l'Iran pour un consensus capable de soutenir les cours, puis ouvrir la voie à l'adhésion d'autres pays producteurs non Opep afin de mieux peser sur le marché. Le succès de la réunion d'Alger a été le couronnement de l'initiative algérienne lancée début 2015 alors que les cours du brut étaient au plus bas.

C'est dans le cadre de cette démarche consensuelle que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait dépêché plusieurs membres du gouvernement pour transmettre des messages à l'Arabie Saoudite,

Sultanat d'Oman, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Mexique, Russie, Colombie ainsi qu'aux pays membres de l'Association des producteurs de pétrole africains (Appa) qui sont le Nigeria, le Gabon, l'Angola, le Congo et la Guinée équatoriale.

L'Algérie a également joué un rôle très actif pour sceller l'accord historique d'Alger lors de la 171<sup>ème</sup> réunion ministérielle de l'Opep du 30 novembre dernier à Vienne.

Président le Comité technique de haut niveau mis en place par l'Opep à l'issue de la réunion d'Alger, l'Algérie avait mis sur la table une proposition basée sur une réduction d'environ 1,1 mbj par l'Opep et une baisse de 600 000 bj pour les pays non

Opep.

Cette proposition a été entérinée par l'Opep lors de sa réunion de novembre dans la capitale autrichienne, qui est parvenue à un accord de baisse de sa production de 1,2 mbj pour ramener son plafond à 32,5 mbj applicable dès le 1er janvier 2017 pour six mois renouvelables.

Il s'agissait alors de la plus grande baisse depuis celle de 2008 annoncée également en Algérie.

Le marché pétrolier a, depuis, bien réagi puisque les cours du brut évoluent à leur plus haut niveau depuis un an et demi.

Pour le ministre de l'Energie, Nouredine Boutarfa, avec l'Accord d'Alger, l'Opep s'est réappropriée sa fonction de monitoring du marché pétrolier qu'elle avait perdue depuis plusieurs années.

L'accord de baisse de production au sein de l'Opep s'est renforcé avec l'adhésion de 11 pays non-Opep, dont la Russie, qui se sont engagés à réduire leur production, dès janvier en cours, de 558 000 bj, portant à environ 1,8 mbj les volumes qui seront retirés du marché, de quoi accélérer le rééquilibrage du marché pétrolier mondial.

En effet, avec l'entrée en vigueur de cet accord, l'Opep prévoit une amélioration des cours durant cette année avec un rééquilibrage du marché vers la mi-2017.

Dans une récente déclaration, M. Boutarfa s'est dit persuadé que les pays hors Opep respecteront leur engagement de réduire leur production de 558.000 barils/jour à partir de janvier en s'associant au pacte de limitation de production conclu avec les membres de l'Opep.

## L'Algérie met le cap sur l'investissement dans la pétrochimie

Sur le plan interne, l'année 2016 a été celle de l'amorce d'un vaste plan d'investissement par le groupe Sonatrach portant sur plus de 73 milliards de dollars d'ici à

2020.

Même si une bonne partie de cette enveloppe financière est destinée à l'exploration-production, le groupe pétrolier compte consacrer d'importants investissements à la pétrochimie afin d'alléger la lourde facture d'importation des produits pétroliers dont notamment les carburants qui ont coûté à l'Algérie entre 2 et 3 milliards de dollars/an durant ces dernières années.

L'année 2017 verra donc le lancement de la réalisation de quatre nouvelles raffineries à Tiarret, Hassi Messaoud, Arzew et à Biskra, alors que les contrats de réalisation de celles de Hassi Messaoud et Tiarret devraient être signés avant juin 2017.

Ces 4 projets permettront d'accroître la production de carburants de quelque 20 millions de tonnes.

L'Algérie pourra ainsi transformer localement toute sa production de pétrole brut à l'horizon 2025 grâce aux projets pétrochimiques actuellement en réalisation ou à l'étude, après avoir atteint l'autosuffisance en carburants à l'horizon 2018 puis devenir exportateur de ces produits à partir de 2020.

En outre, Sonatrach est en discussions avec plusieurs partenaires pour réaliser cinq projets: complexe de craqueur d'éthane et GPL d'un million de tonnes d'éthylène, complexe de PDH PP d'une capacité de 600 000 tonnes, complexe de méthanol et dérivés d'une capacité d'un million de tonnes, complexe de caoutchouc synthétique et le complexe de pneus de 5 millions d'unités.

Sur le plan de la production, l'année 2016 a confirmé la reprise de la production et des exportations des hydrocarbures. Sonatrach a ainsi terminé l'année 2016 avec des exportations en hausse de 11% à 109 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep) contre 98 millions de Tep en 2015.

La production de pétrole brut est passée à 1,135 mbj à partir de novembre 2016 contre une production moyenne de 1,051 mbj sur l'année 2015. **K. I.**

Pris du pétrole

## Le Brent à plus de 55 dollars

Les prix du pétrole remontaient légèrement mercredi en cours d'échanges européens, alors que la force du dollar avait poussé les prix sur leurs plus bas en deux semaines la veille. Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 55,69 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 22 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat de février gagnait 18 cents à 52,51 dollars. Les cours de l'or noir, qui avaient atteint leurs plus hauts en 18 mois en cours de séance mardi, ont effacé l'intégralité de leurs gains pour finir en baisse marquée, et peinaient à trouver une direction forte ce mercredi.

"La baisse qui a poussé les cours sur leurs plus bas niveaux depuis deux semaines coïncide avec une hausse du dollar, qui a de nouveau atteint ses plus hauts depuis 14 ans", a expliqué un expert.

Soutenu par la perspective d'une hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), le billet vert, qui sert de référence aux barils, rend les investissements dans le pétrole plus coûteux pour les investisseurs utilisant d'autres devises.

"La baisse a eu lieu alors que les premières informations sur les baisses de production de membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) arrivaient, et la baisse du dollar ce mercredi n'a pas suffi à relancer la hausse des prix du pétrole", a-t-il noté, estimant que de nouvelles informations sur les diminutions de production seraient le seul moyen

de soutenir les prix.

Depuis le 1er janvier, l'accord de réduction de la production des pays membres de l'Opep et de certains de leurs partenaires doit être appliqué.

"La décision de l'Opep de réduire la production de ses

Venezuela

## Les réserves de devises en baisse à près de 11 milliards de dollars

Le Venezuela, frappé de plein fouet par une profonde crise économique en raison de la chute drastique des prix du pétrole, a vu fondre ses réserves de change de près de 33% en 2016, à 10,98 milliards de dollars, selon des chiffres publiés par la Banque centrale.

Elles ont reculé de 5,40 milliards de dollars au cours des 12 derniers mois, pour atteindre leur niveau le plus bas en 21 ans.

Le Venezuela, pays producteur de pétrole, est en pleine tourmente, asphyxié par la chute des cours de l'or noir, dont il tire 96% de ses devises. Il a été touché en 2016 par une inflation vertigineuse de 475%, la plus forte au monde, selon les données du Fonds monétaire international (FMI), et souffre d'une grave pénurie d'aliments de base et de médica-

ments. Le président Nicolas Maduro accuse l'opposition de droite d'aggraver la situation en menant une guerre économique contre le gouvernement socialiste, avec le soutien des Etats-Unis.

**R. I.**

Le prix du pétrole sont toutefois repartis de l'avant après la conclusion fin novembre d'un accord entre les 14 Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour réduire leur production. 11 pays producteurs non membres de l'Opep les ont suivi à la mi-décembre.

Le prix du pétrole vénézuélien est remonté à 45,92 dollars le baril au cours de la dernière semaine de 2016, contre une moyenne de 35,95 dollars sur l'ensemble de l'année écoulée, loin des 88,42 dollars atteints en 2014. **T. I.**



Grand port commercial Centre

# 2016, l'année de mise sur les rails du projet

L'année 2016 a été marquée par la mise sur les rails d'un projet relatif à la réalisation d'un méga port commercial à El Hamdania (wilaya de Tipasa), une infrastructure à portée continentale susceptible de renforcer les échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde via l'Algérie.



**C'**est sur la base d'études techniques réalisées par un bureau d'études sud-coréen que la wilaya Tipasa a été sélectionnée pour abriter ce projet, validé par le Conseil ministériel de décembre 2015.

Les eaux profondes (20 mètres de tirant d'eau) de la région d'El Hamdania (est de Cherchell) correspondent avec exactitude au projet qui va, de l'avis de tous, promouvoir la wilaya pour jouer un rôle capital dans le développement économique du pays.

Le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaâ Talai, avait déclaré que l'entrée en

service du port commercial Centre permettra de «connecter l'Algérie avec l'Asie du Sud-Est, mais aussi les deux Amériques et l'Afrique et ce, grâce à la hausse du volume de trafic maritime et l'entrée de nouveaux armateurs de renommée mondiale».

Le coup d'envoi des travaux de réalisation de cette importante infrastructure portuaire est prévu pour «le premier semestre 2017».

En vertu d'un protocole d'entente conclu en janvier 2016, le mégaport sera construit par une société de droit algérien composée du Groupe public des services portuaires et de deux compagnies chinoises : Csec (China state

construction corporation) et Chec (China harbour engineering company).

Lors du Conseil des ministres de décembre 2016, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, avait chargé le gouvernement de réaliser ce projet dans le cadre d'un partenariat associant, selon la règle dite 51/49%, des entreprises algériennes publiques et privées et un partenaire étranger de renom, capable de contribuer au financement de cette réalisation et à sa gestion future.

Dans ses déclarations, lors de la signature du protocole en question, le ministre des Travaux

publics et des Transports avait expliqué que la société mixte est chargée des études inhérentes au projet, en plus des travaux de construction, d'exploitation et de gestion de l'infrastructure portuaire, et ce après adoption de son statut particulier par le Conseil des participation de l'Etat (CPE).

Le projet, dont le coût est estimé à 3,3 milliards de dollars, sera financé dans le cadre d'un crédit chinois à long terme. La réalisation du futur port d'El Hamdania se fera dans un délai de sept ans.

Parallèlement aux démarches entreprises à l'échelle centrale, la wilaya de Tipasa a entamé de nombreux préparatifs pour accompagner le projet et participer à sa concrétisation dans les délais impartis.

Pour le président de la Chambre d'industrie et de commerce Chenoua, Maâmar Serandi, il s'agit d'un «important acquis» pour la wilaya, car le futur port va ériger la wilaya en «pôle économique régional». L'activité commerciale et industrielle y connaîtra une nouvelle dynamique grâce au projet qui permettra également la création de centaines de postes d'emploi.

M. Serandi n'a pas manqué, à ce propos, de réaffirmer la disponibilité de la Chambre Chenoua à accompagner le projet, en mobilisant les opérateurs économiques locaux dans le cadre de contrats de sous-traitance et de fourniture de matériaux de construction, notamment.

Quant au président de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), Achour Abdenour, il a qualifié cette infrastructure portuaire de «projet du siècle», qui va constituer une «valeur ajoutée» pour Cherchell, appelée à devenir l'une des «plus riches communes du pays», à l'instar de celles de Hassi Messaoud et d'Alger-Centre, en termes d'entrées et

revenus fiscaux.

Pour sa part, la commune de Cherchell a lancé une opération de recensement approximatif des constructions réalisées dans le périmètre du projet, car l'assiette n'est pas encore délimitée et ce, dans une perspective de se tenir prête pour la prise en charge des dossiers d'indemnisation des citoyens, qui seront concernés par une expropriation dans l'intérêt public.

Le projet sera raccordé au réseau ferroviaire électrique, au même titre qu'au réseau des autoroutes, car il englobe une ligne ferroviaire double Zéralda-Cherchell en passant par Douaouda, Fouka, Bou Ismaïl, Bouharoune, Aïn Taguourait et enfin Tipasa, outre la voie expresse Cherchell-El Affroun, qui sera reliée à l'autoroute Est-Ouest.

Pour Abdelghani Fellah, un opérateur de Tipasa, le futur port constituera un «axe principal» d'échanges commerciaux à l'échelle territoriale qui incitera les opérateurs locaux à investir dans l'exportation.

En effet, la structure comptera 23 terminaux, d'une capacité de traitement de près de 6,5 millions de containers/an, avec 25 millions de tonnes/an de marchandises. Cela l'habilite à devenir un véritable pôle de développement économique, après son raccordement programmé aux réseaux ferroviaire et autoroutier, en plus d'une zone logistique de 2 000 ha.

A l'horizon 2050, le volume du trafic portuaire de marchandises dans la région Centre du pays devrait atteindre les 35 millions de tonnes de marchandises/an et deux millions de conteneurs de 20 pieds annuellement, contre 10,5 millions de tonnes traités, actuellement par les ports d'Alger et de Ténès (soit un taux de 30 % seulement).

R. K.

Wilaya de Mila

## Une année exceptionnelle pour la production céréalière

**C**onnu pour être le «royaume» des filières céréalière et laitière, la wilaya de Mila fait office de réceptacle en céréaliculture de l'antique Cirta, à l'image de certaines régions qui ont fait jadis de l'Algérie le grenier de Rome de par l'abondance de sa production ayant attiré au fil des siècles de nombreuses convoitises. A Mila, il est indéniable que l'année 2016 aura constitué un tournant décisif dans la relance du secteur de l'agriculture en Algérie, transitant vers «une phase d'excellence» qui coïncide avec le recul des recettes des hydrocarbures, consécutivement à la chute du prix du pétrole sur le marché mondial.

Ayant enregistré une production céréalière jamais égalée dans l'histoire de la wilaya, de l'ordre de 2 688 000 quintaux, la saison 2015-2016 est révélatrice de l'importance «stratégique» que revêt le secteur agricole à Mila, nécessitant, toutefois, encore du soutien, selon des agriculteurs locaux. Affichant sa satisfaction quant aux résultats obtenus, le directeur des services agricoles, Rabah Ferdas, a affirmé que la récolte de blé dur a atteint 1 548 510 quintaux, contre 540 639 quintaux de blé tendre, 529 554 quintaux d'orge et 69 285 quintaux d'avoine. Cette production a également enregistré des chiffres records en matière de rentabilité de l'ordre de 70 q/ha de blé tendre et d'orge dans certaines régions, alors que la produc-

tion moyenne s'est chiffrée à 35 q/ha au nord de la wilaya, connue pour ses fortes précipitations, contre 25 q/ha au Sud.

### Mila parmi les meilleures productrices de céréales

Pour M. Ferdas, ces résultats obtenus et qui placent la wilaya de Mila parmi les meilleures wilayas productrices de céréales à travers le territoire national, sont dus à l'amélioration du suivi du processus technique de maturation des céréales, au traitement des mauvaises herbes (sur 65 000 ha), et à l'utilisation de 170 000 quintaux d'engrais phosphatés et azotés, durant la saison écoulée.

Auparavant, les terres agricoles fertilisées n'excédaient pas 17 000 quintaux, d'autant que les engrais étaient davantage utilisés au niveau des fermes expérimentales.

D'un autre côté, 40 000 ha de terres dédiées à la culture des céréales ont bénéficié d'opérations d'irrigation complémentaire à partir des oueds, des forages et des retenues collinaires.

La campagne agricole 2015/2016 a également permis d'emmagasiner 1 466 000 quintaux de céréales dans les silos de la coopérative des céréales et légumes secs (Ccls) de Mila, a affirmé le directeur des services agricoles, ajoutant que cette coopéra-

tive a mobilisé tous ses silos d'une capacité de 1 350 000 quintaux, comme elle a fait appel aux capacités de stockage de pas moins de 12 wilayas du pays.

Selon les responsables du secteur de l'agriculture de Mila, cette campagne a mis en exergue les besoins de la wilaya en matière de stockage additionnels susceptible d'accompagner l'évolution de la production céréalière dans la région.

M. Ferdas a fait également savoir qu'un projet de construction d'un nouveau silo d'une capacité d'un demi million de quintaux de céréales, est en voie d'être réalisé au niveau de Telegma, par une entreprise chinoise, alors que les travaux de réalisation d'un second silo de 200 000 quintaux à Tadjenanet ont atteint un taux d'avancement de 65%, tout comme il est attendu la construction d'un troisième silo à Zeghaïa, d'une capacité de 100 000 quintaux.

### La production des légumineuses et des lentilles en hausse

La région de Mila, connue depuis toujours pour sa production de légumineuses, a enregistré cette année, selon les services de l'agriculture, des résultats probants, classant la wilaya en tête en matière de production de ces aliments qui entrent dans l'ali-

mentation de base des habitants de la région. Le directeur des services agricoles a affirmé, dans ce contexte, qu'une importante superficie de l'ordre de 2575 ha a été consacrée aux légumineuses qui ont engendré 35 093 quintaux de légumes secs (pois chiches, fèves, petits pois et lentilles), dont 26 400 quintaux de lentilles de qualité supérieure, très demandés sur le marché. Les responsables du secteur ont enregistré, à ce sujet, un rendement record atteignant 30 quintaux à l'hectare au niveau des terres situées dans la commune Benyahia Abderrahmane et qui, à l'instar des communes d'Oued Athmania, Ferdjioua, Chelghoum Laïd, Oued Endja et Mila, constituent les régions les plus importantes en matière de production de légumes secs dans la wilaya. Le secteur agricole oeuvre actuellement dans la wilaya de Mila à «absorber» les terres en jachère au profit de la culture des céréales et des légumes secs, en plus d'autres actions visant à préserver et exploiter les terres agricoles.

Au titre de la saison 2016-2017, il est attendu la mise en exploitation de la première tranche de la surface d'irrigation agricole de Telegma à partir du barrage de Beni Haroun, ce qui permettra d'irriguer 1 142 ha supplémentaires durant les premiers mois de l'année 2017, en vue de diversifier les produits cultivés.

K. F.



Etats-Unis

# Trump donnera sa première conférence de presse le 11 janvier

Donald Trump a annoncé mardi par un message sur Twitter qu'il tiendrait sa première conférence de presse en tant que président élu des Etats-Unis le 11 janvier à New York.



« Je tiendrai une conférence de presse générale le 11 janvier à N.Y.C. Merci », a-t-il indiqué dans un message sur le réseau social mardi en début de soirée.

Le magnat de l'immobilier, qui doit prendre ses fonctions présidentielles le 20 janvier, avait initialement prévu de donner une conférence de presse le 15 décembre. Il devait alors notamment donner des détails sur la manière dont il compte cesser, le temps de sa présidence, de gérer son immense empire immobilier international afin d'éviter tout conflit d'intérêts.

Mais cette conférence de presse annoncée à la fin novembre avait finalement été reportée. Le président élu républicain avait annoncé qu'il s'adresserait à la presse en janvier, avant sa prise de fonction, mais sans préciser de date. Sa dernière conférence de presse remonte au mois de juillet.

De nombreuses questions de conflits d'intérêts sont soulevées par l'arrivée inédite à la Maison-Blanche d'un milliardaire à la tête d'un empire économique opaque aux ramifications internationales.

M. Trump envisagerait de confier la direction de ses affaires à trois de ses enfants, selon les maigres

détails qu'il a lui-même donnés depuis qu'il s'est lancé dans la course à la Maison Blanche en juin 2015.

De nombreux experts ont souligné que cela ne réglerait en rien les problèmes de conflits d'intérêts : ces enfants sont de très proches conseillers de leur père et ont joué un rôle actif dans les nominations de la future administration Trump.

Donald Trump n'a accordé que quelques rares interviews depuis son élection le 8 novembre, notamment au *New York Times*, mais il n'a donné aucune conférence de presse, préférant s'exprimer sur son compte Twitter ou par communiqués.

Dans un nouveau tweet,

M. Trump a réitéré de manière renforcée ses doutes sur les accusations des services de renseignement américains selon lesquelles la Russie s'est ingérée dans l'élection présidentielle américaine.

Ces accusations de piratage électronique ont entraîné l'imposition par le président Barack Obama de sanctions contre la Russie.

M. Trump a aussi indiqué que le briefing qu'il doit recevoir à ce sujet de la part des services de renseignement américains a été reporté à vendredi. «Le briefing du «Renseignement» sur le prétendu «piratage russe» a été reporté à vendredi, peut-être faut-il plus de temps pour construire un dossier. Très étrange !», a tweeté le président élu.

M. Trump a affirmé depuis le début de la campagne qui l'a mené à la victoire qu'il avait l'intention, s'il était élu, d'améliorer les relations entre Washington et Moscou, au plus bas depuis des décennies.

Et il a laissé entendre que les accusations de piratage russe étaient en réalité une tentative du président sortant démocrate Obama pour délégitimer son successeur républicain.

Les doutes exprimés par M. Trump sur la question d'un éventuel piratage russe le met une fois de plus en porte-à-faux avec une grande partie de la hiérarchie du Parti républicain, qui réclame au contraire un nouveau renforcement des sanctions contre la Russie.

AFP

Mexique

## Mexico "regrette" la décision de Ford d'annuler son projet d'usine

Le ministère mexicain de l'Economie a regretté mardi la décision du groupe automobile américain Ford d'annuler son projet d'usine au Mexique afin d'investir dans ses installations aux Etats-Unis.

Cette annonce intervient au moment où le président élu américain Donald Trump accentue sa pression sur les grands groupes de son pays afin qu'ils rapatrient leurs usines aux Etats-Unis, prenant tout particulièrement pour cible leurs investissements au Mexique.

"Le gouvernement mexicain regrette la décision de Ford Motor Company d'annuler le projet d'investissement à San Luis Potosi et assuré le remboursement par l'entreprise de toute dépense faite par le gouvernement local pour faciliter cet investissement", selon un communiqué officiel.

Deuxième groupe automobile américain, Ford a annulé sa décision annoncée en avril de construire une usine à San Luis Potosi, au centre du Mexique, où il devait créer 2.800 emplois directs et investir 1,6 milliard de dollars.

Dans un communiqué, le groupe assure désormais qu'il utilisera près de la moitié de cette somme (700 millions de dollars) pour augmenter les capacités de son usine de Flat Rock située dans le Michigan, un Etat du Nord des Etats-Unis durement frappé par la désindustrialisation et où Donald Trump avait obtenu une victoire cruciale à la présidentielle.

Il maintiendra cependant en partie son projet de transférer la production de ses petites voitures au Mexique en faisant fabriquer son modèle Focus dans son usine existante de Hermosillo au lieu de la nouvelle initialement prévue à San Luis Potosi.

Dans son communiqué, le gouvernement mexicain rétorque au contraire que "la croissance de Ford en Amérique du Nord, particulièrement au Mexique, est une stratégie de compétitivité fondée sur des chaînes de valeur mondiales, dans lesquelles l'Amérique du Nord est en compétition avec d'autres régions du monde".

"Les emplois générés au Mexique ont contribué à garder des emplois industriels aux Etats-Unis qui auraient autrement disparu en raison de la concurrence asiatique", ajoute-t-il.

Ghani I.

Colombie

## Un narcotrafiquant a acheté son certificat de décès

Les autorités colombiennes ont annoncé mardi avoir arrêté un chef du Clan del Golfo, principal gang de narcotrafiquants du pays, qui avait acheté son propre certificat de décès pour feindre sa mort et ne plus être recherché.

«La police nationale a capturé Omar Dario Patiño Londoño, dit «Oscar» ou «Rodrigo», qui a tenté de semer les autorités en simulant sa mort», a annoncé la police dans un communiqué, précisant que l'arrestation a eu lieu le 1er janvier au matin, dans une luxueuse propriété du centre de la Colombie. L'homme âgé de 36 ans avait acheté un certificat de décès pour que les autorités arrêtent de le rechercher et classent les procédures judiciaires à son encontre, selon le communiqué. Recherché pour délinquance aggravée, il vivait sous une fausse identité, avec le nom de Yerci Andrei Collazos Lavao. Il a été arrêté dans la commune de Chinchina en possession de deux armes et de munitions. «Avec ce grand coup contre le crime organisé nous progressons dans le démantèlement de ce groupe illégal», a déclaré aux journalistes le directeur général de la police, le général Jorge Hernando Nieto.

«Rodrigo» gérait depuis septembre la zone du Pacifique colombien, pour relancer le trafic de cocaïne vers l'Amérique centrale et coordonner des activités de mines clandestines dans la région, selon la police.

Cette faction du Clan del Golfo affronte régulièrement l'Armée de libération nationale (ELN), dernière guérilla active du pays, pour contrôler la région, notamment les terrains laissés libres par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) depuis la signature de la paix avec le gouvernement.

R. I.

Selon une étude

# La lente incubation des œufs des dinosaures expliquerait leur extinction

Une étude publiée dans les Comptes rendus de l'académie américaine des sciences (Pnas) montre que l'éclosion des oeufs de dinosaures prenait apparemment de trois à six mois, une incubation prolongée qui pourrait avoir affecté leur capacité à survivre face à des populations d'oiseaux, de reptiles et de mammifères qui se reproduisaient plus rapidement.

Cette étude laisse penser que cette durée d'incubation a probablement nui aux dinosaures dans la compétition pour survivre après la grande extinction des espèces il y a 65 millions d'années à la suite de la chute d'un astéroïde géant qui a bouleversé durablement le climat terrestre.

Les chercheurs se sont intéressés à des dents de deux embryons rares de dinosaures fossilisés pour parvenir à ces conclusions: le temps d'incubation chez les dinosaures était davantage similaire à ce qui est observé chez les reptiles que chez les oiseaux.

Jusqu'à présent les scientifiques pensaient plutôt le contraire. «Nous savons très peu de choses concernant l'embryologie des dinosaures», relève Mark Norell, conservateur du département de paléontologie au Musée américain d'histoire naturelle à New York, co-auteur de ces travaux. «Mais grâce à des technologies avancées comme les scanners et la microscopie à haute résolution, nous faisons des découvertes qu'on ne pouvait même pas imaginer il y a 20 ans».

Dans la mesure où les oiseaux sont les descendants vivants des dinosaures, les paléontologues ont longtemps pensé que la durée d'incubation des œufs de ces derniers était similaire, soit une période variant de 11 à 85 jours.

Pour vérifier cette hypothèse ces scientifiques ont analysé les dents fossilisées de deux embryons exceptionnellement bien préservés de dinosaures.

Le premier est celui d'un protocératops, un dinosaure de la taille d'un mouton, dont l'œuf, plutôt petit, pesait 194

grammes. Le fossile avait été découvert en Mongolie, dans le désert de Gobi. Le second embryon était celui d'un hypacrosaurus, un grand dinosaure à bec de canard herbivore de neuf mètres de long, qui vivait en Amérique du Nord. Ses œufs pesaient plus de quatre kilos. Pour déterminer l'âge des embryons et la durée de leur développement, les auteurs ont analysé et compté avec un microscope à haute définition les lignes de croissance des dents, une caractéristique présente chez tous les animaux, y compris les êtres humains.

Les résultats indiquent des temps d'incubation des dinosaures non-aviaires similaires à ceux des reptiles, dont les œufs mettent deux fois plus de temps à éclore que ceux des oiseaux.

Cette étude indique que les oiseaux ont probablement évolué beaucoup plus rapidement après que leur branche se fût séparée du reste de la famille des dinosaures, pointent ces chercheurs.

R. Y.



Placette du Musée de la ville de Tizi Ouzou

# Organisation d'une foire du miel

La troisième foire du miel de Kabylie sera organisée du 4 au 14 janvier à la placette du Musée de la ville de Tizi Ouzou, a-t-on appris, mardi, de la Coopérative agricole polyvalente (Cppto), organisatrice de cette manifestation.



Cette manifestation agricole placée sous le slogan «pour la promotion des miels de montagne», est organisée en collaboration avec l'Association des apiculteurs professionnels du massif du Djurdjura (Aapmd), la direction locale des services agricoles (DSA), et les Chambres d'agriculture et de l'artisanat et des métiers. Elle regroupera une trentaine d'apiculteurs, selon Salem Touati, chargé de communication de la Cppto.

Une vente directe des produits de la ruche sera effectuée à l'occasion de cette foire par les producteurs qui proposeront aux clients, qui pourront d'ailleurs les déguster,

des miels «contrôlés au plan qualité organoleptique», ont indiqué les organisateurs, qui précisent que d'autres produits dont le pollen, la propolis, la cire et la gelée royale, ainsi que des produits transformés dont du pain d'épices et des cosmétiques (savonnettes, crèmes, entre autres), seront aussi présents sur les étals.

Cette manifestation, qui vise à renforcer la filière apicole dans la wilaya de Tizi Ouzou, a également pour objectifs de permettre aux apiculteurs de se rencontrer, d'écouler leurs marchandises et de lutter contre la concurrence déloyale des autres miels importés vu «l'absence d'un circuit fiable de distribution

du miel», de créer une dynamique autour de cette filière ainsi qu'une synergie entre tous les intervenants du secteur, a indiqué M. Touati.

La production de miel dans la wilaya de Tizi Ouzou durant la saison 2016 est en hausse de 40% comparativement à l'année dernière grâce à une récolte de 4 910 quintaux de miel produite cette saison avec un rendement de 8,8 kilos de miel par ruche, contre une production de 2 900 quintaux réalisée durant la campagne écoulée, selon les chiffres communiqués dernièrement à l'APS par la direction locale de services agricoles, rappelle-t-on. **R. T.**

Depuis le début de la saison touristique

## Plus de 2 000 touristes ont visité le Tassili

Plus de 2 000 touristes nationaux et étrangers ont visité, depuis le début de l'actuelle saison touristique, les sites touristiques et archéologiques de la région du Tassili N'Ajjer, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'Aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat (Datta).

Ce flux de touristes augure d'une reprise du tourisme saharien, a indiqué le responsable de la Datta en précisant que ces touristes sont constitués de 600

étrangers et 1 480 nationaux venus de différentes wilayas du pays, dont quelque 800 sont venus dans le cadre de la manifestation «Algérie, hôte de son désert» qu'a abritée dernièrement la perle du Tassili, Djanet.

Cette affluence touristique, coïncidant avec les fêtes de fin d'année, a permis d'impulser les activités des agences de tourisme et de voyages de la région, en plus de booster les activités commerciales, notamment celles liées à l'écoulement des produits de l'artisanat,

a expliqué M. Samir Phillipon.

Selon le même responsable, la Datta s'emploie à la mise en oeuvre de la stratégie du ministère de tutelle visant la promotion du tourisme saharien, la dynamisation du tourisme intérieur, en plus de l'encouragement de l'investissement touristique, notamment dans ces régions à fort potentiel touristique.

Ces efforts de promotion du tourisme ont été notamment couronnés par une réduction,

en coordination avec Air-Algérie, de 50% des prix du voyage par voie aérienne vers ces destinations touristiques sahariennes, ainsi que par l'accélération de l'établissement des visas, a ajouté M. Phillipon.

La Datta d'Ilizi entend s'orienter vers la promotion d'autres segments touristiques, à l'instar du développement des sports de tourisme et du thermalisme dans cette wilaya aux sites touristiques nombreux et divers. **R. T.**

Constantine

## Un public nombreux au Salon national de l'artisanat la Main d'or

La 9<sup>ème</sup> édition du Salon national de l'artisanat, La main d'or, inaugurée ce week-end au Palais de la culture Mohamed-Laïd Al Khalifa de Constantine attire un public nombreux.

Plusieurs objets en céramique, de diverses dimensions se vendent à l'instar des tasses, pots, coupes, vases, rosiers, sucriers, veilleuses, porte-stylos bien ciselés et aux reliefs variés ne laissent pas indifférents les visiteurs venus découvrir le patrimoine ancestral inspiré du terroir culturel des quatre wilayas participant à ce salon organisé par l'association El Baha de l'artisanat et des arts populaires avec la collaboration de la direction de la culture.

Les 30 artisans présents à ce salon venus des wilayas d'Alger, Boumerdès, Tizi Ouzou et de la ville hôte, proposent également toute une variété de produits artisanaux, des habits traditionnels, notamment présentée dans une ambiance des plus conviviales. «C'est une réelle opportunité, aussi bien pour les citoyens de la wilaya de connaître les différentes facettes de cet art ancestral, particulièrement des métiers en voie de disparition, que pour les artisans eux-mêmes pour se rencontrer, échanger leurs expériences et affirmer et enrichir leur art», a considéré Saber Mehaya, le président de cette association.

La rencontre qui s'étalera jusqu'à aujourd'hui,

a aussi pour objectif de jeter la lumière sur le patrimoine local et sa promotion, parallèlement à la réhabilitation du secteur touristique et du cachet artisanal typique, aussi bien de la région de Constantine, que d'autres wilayas du pays, a précisé le responsable.

Le Salon se veut également une occasion pour inciter les jeunes à investir dans l'artisanat et à améliorer la qualité du produit artisanal tout en préservant le cachet patrimonial de ces wilayas, a-t-il ajouté.

M. Mehaya a souligné, dans ce contexte, «l'importance de sauvegarder, de promouvoir et de valoriser le patrimoine artisanal au profit des générations futures».

Salon national de l'artisanat et des dérivés du palmier  
Plus de 15 000 visiteurs

La 6<sup>ème</sup> édition du Salon national de l'artisanat et des dérivés du palmier, clôturée lundi à la Maison de l'artisanat de Biskra, a attiré plus de 15 000 visiteurs a indiqué le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM).

Dans une déclaration à l'APS, M. Youcef Si El Abdi a précisé que les stands de cette manifestation ont enregistré, durant 10 jours, un flux quotidien de 1 500 visiteurs, venus de tout le pays mais également des pays voisins, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, notamment.

Il a, à ce propos, affirmé que la période choisie pour l'organisation de cet événement ainsi que la qualité et la diversité des produits exposés, sont autant de facteurs ayant participé au succès de ce salon.

En plus d'avoir proposé un large éventail de produits traditionnels, cette manifestation qui vise à promouvoir l'artisanat et à encourager la consommation locale a permis aux nombreux visiteurs d'apprécier différents produits dérivés du palmier dont le miel, la confiture, la farine ou encore des produits cosmétiques et d'autres oeuvres artistiques, a-t-il ajouté.

Les organisateurs de ce salon ont également tenu à faire la part belle à la cuisine des Zibans avec l'aménagement de plusieurs espaces de restauration proposant des plats issus du terroir local.

Pour rappel, le Salon national de l'artisanat et des dérivés du palmier a été organisé par la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de Biskra en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat. **Y. R.**

Un taux d'avancement des travaux à 40%

## Projet d'extension du CET d'Azzaba à Skikda

Le taux d'avancement des travaux du projet d'extension du centre d'enfouissement technique (CET) de la commune d'Azzaba (Est de Skikda) a atteint 40%, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'environnement.

D'une capacité de 140 000 m<sup>3</sup>, ce projet intervient suite à la saturation de l'actuel casier du CET, d'une capacité de 60 000 m<sup>3</sup>, a précisé la même source.

La même source a indiqué que la décharge publique intercommunale, située dans la localité d'Azzaba, mise en service en 2012, reçoit quotidiennement 54 tonnes de déchets ménagers provenant des communes de Aïn Charchar, d'Es Sebt, d'Azzaba, de Djendel et d'El Ghedir, selon la même source.

Dans l'objectif de «circonscrire» le phénomène de la propagation des décharges sauvages dans la zone Est de la wilaya de Skikda et de lutter contre les différentes formes de pollution, la commune de Ben Azzouz (est de Skikda) a bénéficié d'un projet de réalisation d'une décharge publique dans la zone Dem El Begrat, d'une capacité de 13 000 m<sup>3</sup> dont le taux d'avancement des travaux a atteint 45%, a-t-on noté. **H. O.**





Oran

# 2016, l'année des relogements et de la lutte contre l'habitat précaire



**2016 a été pour la wilaya d'Oran, à l'instar des autres régions du pays, l'année de la continuité du processus de résorption du logement précaire et celui de la modernité de la capitale de l'Ouest en prévision notamment des prochains Jeux méditerranéens de 2021.**

**D**urant l'année 2016, 9.200 logements ont été attribués. Ce chiffre était appelé à atteindre les 11.000 avec la distribution «avant la fin de l'année écoulée», de 2.000 autres unités.

Il y a lieu de rappeler que durant ces trois dernières années, la wilaya d'Oran a relevé de grands défis en matière de mise en œuvre de la politique de l'Etat visant à lutter contre l'habitat précaire. Elle a réalisé un bond qualitatif sur le plan de la mise en œuvre d'importants programmes et projets colossaux de logements, notamment ceux programmés au titre du social locatif (LPL).

Les autorités de wilaya veillent à réaliser «une ville moderne sans précarité» conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika et dans la perspective des prochains rendez-vous que doit abriter la capitale de l'Ouest.

«Oran ne peut accueillir une manifestation de la taille des jeux méditerranéens avec des atteintes environnementales ou urbanistiques», a souligné à l'APS, Mohammed Saber DG de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI).

#### Une réalisation dépassant «tous les objectifs»

Il a rappelé que la coordination des efforts entre l'ensemble des acteurs a contribué largement à impulser la cadence de la réalisation et la livraison des logements

sociaux pour leur réception aux dates fixes. Cette même coordination a permis de résoudre les problèmes rencontrés par des comités qui siègent périodiquement et en permanence.

Selon M. Saber, la politique adoptée par la wilaya a été concrétisée sur le terrain par la création de cellules de suivi et de coordination entre les chantiers, ce qui a permis de franchir d'importantes étapes pour atteindre l'objectif escompté, celui d'une ville moderne tout en préservant la vieille ville d'Oran, avec son cachet historique et culturel.

En 2016, la wilaya d'Oran a poursuivi ses programmes sur la même lancée que celle des années 2014 et 2015. Durant l'année 2016, quelque 9.200 logements ont été attribués. Il a été prévu la distribution, avant la fin de l'année écoulée, de 2.000 unités au niveau du nouveau pôle urbain d'Oued Tlilat.

Le DG de l'OPGI a ajouté que ce qui a été réalisé, ces trois dernières années, a dépassé tous les objectifs. Plus de 30.000 logements publics locatifs (LPL) ont été distribués alors que durant toute une décennie à celle de 2003-2013 il 14.130 logements seulement ont été attribués.

D'autre part, les services de la wilaya ont lancé, depuis 2014, des actions de relogement de 21.000 familles résidant dans des habitations précaires.

Ces opérations ont permis de récupérer des terrains foncières, situées dans les zones périphériques et au cœur de la ville, qui seront réservées à abriter des projets d'habitat et des équipements publics.

En 2016, quelque 11.530 logements LPL ont été réceptionnés et seront distribués durant l'année 2017, ajoute-t-on.

Par ailleurs, la résorption de l'habitat pré-

caire constitue, à l'horizon 2017, un objectif majeur et un enjeu pour donner à Oran, l'image de la capitale de l'Ouest du pays qu'elle mérite et qui s'apprête à abriter les jeux méditerranéens en 2021.

#### Le vieux-bâti reprend des couleurs

Pour restituer la splendeur et la beauté d'El Bahia, qui aspire à devenir une métropole méditerranéenne et en prévision du rendez-vous des JM 2021, une vaste opération de réhabilitation du vieux-bâti, touchant notamment les immeubles du centre-ville, cœur battant et miroir d'Oran.

Un programme de restauration et de réhabilitation a été mis sur pied par les services de la wilaya et confié à l'OPGI pour toucher 48 immeubles situés dans les rues Larbi Ben M'hidi et Mohamed Khémisti, qui se distinguent par leur architecture «très riches» et aux styles diversifiés.

Ainsi, 36 immeubles sont actuellement en phase de réhabilitation sur les 48 prévus, selon M. Saber qui a mis l'accent sur la réception à ce jour de 4 bâtiments complètement réaménagés. Le résultat est tout simplement époustoufflant et réussi.

«La réhabilitation des immeubles est un projet très important qui redore le blason de la capitale de l'Ouest en redonnant des couleurs à ces constructions d'une valeur urbanistique et historique unique», a-t-il souligné.

Le DG de l'OPGI a rappelé que cette opération a nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 2 milliards DA. Il a assuré que cette opération se poursuivra avec la conjugaison des efforts de tous les intervenants. A partir de mars prochain, il est prévu la réception chaque mois de 2 à 3 immeubles restaurés.

R. O.

El Tarf

## Production de près de 33.000 quintaux d'olives

■ Une production de 32.200 quintaux d'olives, au titre de la campagne oléicole 2015-2016, a été réalisée dans la wilaya d'El Tarf, ont indiqué, mardi, les services agricoles (DSA).

Cette récolte a été enregistrée sur une superficie productive de près de 3.000 has, a ajouté la même source, précisant que 22.380 quintaux d'olives ont été destinés à la trituration.

Le rendement moyen a été de 13,5 quintaux à l'hectare, a-t-on également affirmé de même source, en détaillant qu'une production de 3.026 hectolitres d'huile d'olive a été enregistrée cette saison. Selon la même source, les mauvaises conditions climatiques, notamment la sécheresse sont à l'origine de la faiblesse de la quantité d'huile d'olive obtenue cette année. Situation qui s'est répercutée sur les prix du litre d'huile d'olive qui ont connu une hausse sensible, a-t-on soutenu.

Dans la wilaya d'El-Tarf, les vergers oléicoles sont peuplés, à hauteur de 70%, par la variété dite «rougette» réputée pour sa forte teneur en huile, a rappelé la même source signalant que la campagne oléicole, lancée en octobre dernier, a pris fin récemment.

Il est à rappeler qu'une série d'actions de vulgarisation et de sensibilisation a précédé la campagne oléicole. Ces journées de vulgarisation ont permis de sensibiliser les producteurs sur la nécessité d'éviter de pratiquer le gaillage, une technique souvent utilisée dans la cueillette des olives, afin de préserver l'olivier, en particulier les jeunes pousses, a-t-on ajouté de même source.

R. K.

## Campagne de nettoyage à Blida

### Eradication de plus de 600 points noirs

■ Quelque 630 «points noirs» ont été éradiqués dans la wilaya de Blida, grâce à des actions de nettoyage initiées en 2016 par l'entreprise publique «Mitidja Nadhafa», a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'entreprise Ben Hamich Abdelhalim.

«Nous avons réussi à éradiquer 630 points noirs, dont 198 situés à Blida (Bouarfa, Ouled Yaich, Beni Mered, et Blida)», a indiqué Ben Hamich à l'APS, en marge d'une campagne de nettoyage dans la commune de Beni Tamou.

Ces campagnes de nettoyage et d'embellissement, ayant touché les 25 communes de Blida, en leur restituant leur visage avenant, seront poursuivies tout au long de l'année 2017, a-t-il ajouté, annonçant une prochaine campagne de nettoyage dans la daïra de Larbaâ.

Parallèlement à ces campagnes impliquant, également, les entreprises Mitidja Inara (éclairage) et Mitidja Hadaik (surface vertes et jardins), d'autres sont programmées en vue d'ancrer la culture environnementale chez le citoyen blideen, a-t-il ajouté. Il a rappelé le lancement, fin décembre écoulé, d'une campagne afin de sensibiliser les citoyens sur la nécessité du respect des horaires et des sites réservés aux déchets.

La commune de Beni Tamou fait l'objet actuellement d'importantes actions de nettoyage et d'embellissement, ayant touché ses différents quartiers et artères, parallèlement à des opérations de réparation de ses poteaux électriques tombés en panne. L'opération, fortement saluée par la population locale, a impliqué près de 600 agents de nettoyage.

T. O.

M'sila

## Généralisation du service de la 4G

■ La société d'Algérie Télécom (AT) de M'sila est parvenue, à la fin de l'année 2016, à généraliser le service de la 4G dans tout le territoire de la wilaya avec la mise en place des deux dernières stations, apprend-on de la cellule de communication de la direction de wilaya de cette entreprise. La mise en service de ces deux stations, la première dans le village de Baniou (commune de Maarif) et la seconde dans le village de Gamra (commune d'Aïn Errich) augmente à 27 le nombre des stations en marche, réparties à travers les communes de la wilaya, a indiqué, lundi la même source. Avec la généralisation de cette technologie dans la wilaya de M'sila, la société d'Algérie Télécom est parvenue à concrétiser le projet de l'Etat visant à désenclaver et à faire parvenir le service d'internet et de la téléphonie aux zones éloignées à travers le pays.

R. L.



# CONFLITS

Irak

## L'armée continue à avancer dans l'est de Mossoul

Les forces irakiennes ont poursuivi leur progression hier contre les djihadistes de l'Etat islamique dans l'est de Mossoul et ont repris deux secteurs supplémentaires, ont annoncé les services de sécurité, tandis que des milliers de civils fuyaient les combats.



Une unité d'élite du ministère de l'Intérieur est entrée dans le quartier de Missak qui est en cours de nettoyage, a-t-on indiqué. Les forces antiterroristes ont de leur côté repris une zone industrielle mardi.

Un habitant de Missak dit avoir eu «très peur».

«Un système antiaérien de Daech était positionné près de notre maison et tirait sur des hélicoptères. Nous avons vu un petit nombre de combattants de Daech dans la rue qui transportaient des armes légères et moyennes. Ils ont été touchés par des avions»,

raconte cet habitant.

«Finalement, nous avons été libérés», a déclaré un deuxième habitant de Missak, joint par téléphone. «Nous redoutions que les combats ne soient féroces, mais c'était tranquille comparé à d'autres secteurs. Les membres de Daech ont fui sans grande résistance.»

La plupart de ceux qui quittent Mossoul viennent des quartiers de l'est, mais les habitants de partie ouest, encore totalement contrôlée par l'Etat islamique, sont eux aussi de plus en plus nombreux à tenter de fuir, en escaladant des ponts bombardés par la coalition ou en

traversant le Tigre sur des embarcations.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), un peu plus de 125 500 personnes ont été déplacées de Mossoul et, sur ce total, plus de 13 000 ont fui depuis que la coalition internationale commandée par les Etats-Unis a relancé son offensive, il y a cinq jours.

Cela représente une augmentation de près de 50% du nombre de personnes qui fuient chaque jour la grande ville de 1,5 million d'habitants par rapport à la période de plusieurs semaines de calme relatif qui a pris fin

ce week-end.

L'offensive des forces irakiennes entamées il y a près de trois mois a permis de reprendre environ un quart de Mossoul.

Les unités antiterroristes ont gagné du terrain dans l'est de Mossoul en octobre mais les groupes de l'armée régulière chargés d'avancer par le nord et le sud ont progressé plus lentement et l'opération s'est enlisée.

Après un redéploiement, les forces irakiennes avancent sur trois fronts vers le Tigre dans le cadre de cette seconde phase de l'offensive. **Reuters**

Syrie

## Frappes aériennes meurtrières contre l'ex-Al Nosra

Des frappes aériennes contre un bâtiment tenu par les rebelles islamistes syriens du Front Fatah al Cham, ex-Front al Nosra, ont fait au moins 30 morts et plusieurs dizaines de blessés dans la province d'Idlib, rapporte mardi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). L'ONG, qui s'appuie sur un réseau d'informateurs sur le terrain, fait également état de dizaines de blessés. Elle se dit dans l'incapacité de préciser si ces frappes sont le fait de l'aviation russe ou de la coalition internationale sous commandement des Etats-Unis, mais Abou Adnas al Chamî, porte-parole du Front Fatah al Cham, les a imputées à la seconde. «Le quartier général visé il y a peu de temps par la coalition internationale est le principal dans ce secteur», a-t-il déclaré, faisant état d'une vingtaine de morts. D'après l'Osdh, certaines des victimes étaient des prisonniers détenus dans le bâtiment visé. Le porte-parole du Front a quant à lui assuré qu'il ne s'agissait pas d'un centre de détention. L'ex-branche d'Al Qaïda en Syrie, qui a pris ses distances avec le mouvement l'été dernier, a rejeté l'accord négocié par la Turquie et la Russie qui a conduit à l'entrée en vigueur d'un fragile cessez-le-feu vendredi dernier. Pour Moscou et Ankara, ni le Front Fatah al Cham ni le groupe Etat islamique ne sont concernés par cette trêve. Les rebelles regroupés sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL) ont quant à eux annoncé lundi le gel des discussions sur leur éventuelle participation à la conférence de paix parrainée par la Russie, qui doit avoir lieu à Astana au Kazakhstan, en invoquant des violations de la trêve qu'ils imputent aux forces du régime de Damas.

Reuters

Guantanamo

## Trump opposé à tout nouveau transfert de détenus

Le président élu Donald Trump a martelé mardi son opposition à tout nouveau transfert de détenus de la prison militaire américaine controversée de Guantanamo vers d'autres pays, mettant en garde contre des individus «dangereux». «Il ne devrait plus y avoir de libérations à Gitmo», a tweeté le président élu. «Ce sont des gens extrêmement dangereux, ils ne devraient pouvoir retourner sur le champ de bataille», a ajouté le magnat de l'immobilier qui, durant la campagne, avait affiché sa volonté de garder ouverte cette prison située sur l'île de Cuba et «de la remplir de mauvais gars». Selon le *New York Times*, la Maison-Blanche pourrait annoncer prochainement un nouveau transfert de près de 20 détenus qui seraient répartis entre l'Italie, Oman, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. Barack Obama, qui n'a jamais réussi à trouver un compromis avec le Congrès, n'aura pas tenu sa promesse de fermer cette prison qui incarne, à travers le monde, les excès dans la lutte antiterroriste des Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. Il aura cependant sensiblement réduit le nombre de détenus s'y trouvant. Quand il a pris ses fonctions en janvier 2009, ils étaient 242. Ils sont aujourd'hui 59. **AFP**

## Conférence internationale de Paris sur la paix Une opportunité pour arriver à la paix

Le porte-parole de la présidence de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Roudeina a déclaré que la conférence internationale de Paris pour la paix, prévue à la mi janvier, était une opportunité pour arriver à une paix juste dans la région. Nabil Abou Roudeina a indiqué dans un communiqué officiel que les récents propos israéliens sont un défi aux résolutions internationales. Les propos de M. Abou Roudeina sont la réaction officielle palestinienne à une déclaration antérieure du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui a qualifié la conférence de Paris pour la paix d'«absurde». «La Conférence internationale de Paris pour la paix est une occasion de parvenir à une paix juste, et ces déclarations (de M. Netanyahu) représentent un défi pour les récentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres résolutions internationales». Il a ajouté que «ces remarques ne pourront jamais contribuer à créer une atmosphère propice pour une paix réelle et une paix juste basée sur les bases reconnues par toute la communauté internationale».

Le haut responsable palestinien a réaffirmé que les politiques israéliennes et les propos des ministres israéliens rejettent la solution à deux Etats et sont clairement favorables aux colonies illégales, ajoutant que «ces remarques ne provoqueront que des tensions».

«Les Palestiniens n'accepteront pas moins que l'établissement d'un Etat palestinien indépendant aux frontières de 1967 avec El Qods-Est pour capitale», a affirmé M. Abou Roudeina. Israël a officiellement rejeté l'initiative française de tenir une conférence internationale pour la paix à Paris visant à résoudre le conflit israélo-palestinien. Israël a déclaré qu'il s'en tenait aux négociations bilatérales de paix avec les Palestiniens. **R. I.**

Turquie

## L'état d'urgence prolongé de trois mois

Le Parlement turc a approuvé mardi une prolongation de trois mois de l'état d'urgence instauré après une tentative de putsch en juillet, une décision qui intervient trois jours après un attentat meurtrier dans une discothèque d'Istanbul.

L'état d'urgence, qui a conduit notamment à l'arrestation de plus de 41 000 personnes et suscité l'inquiétude de l'Union européenne, avait déjà été prolongé une première fois et devait prendre fin le 19 janvier.

L'attentat commis la nuit du réveillon du Nouvel An au Reina, l'une des plus célèbres boîtes de nuit de la métropole turque, a fait 39

morts, pour la plupart des étrangers. L'assaillant présumé est en fuite. Le gouvernement turc, qui avait demandé au Parlement une prolongation de l'état d'urgence, a expliqué qu'elle était nécessaire pour éradiquer l'influence au sein des institutions turques de la mouvance du prédicateur turc Fethullah Gülen, ennemi juré du président Recep Tayyip Erdogan. Fethullah Gülen a démenti être à l'origine du coup d'Etat manqué de juillet comme l'en accuse le gouvernement turc.

L'état d'urgence donne des pouvoirs spéciaux au gouvernement pour licencier des fonctionnaires et fermer des associations et groupes

de médias. Il permet aussi aux autorités de prolonger la détention de personnes sans avoir été inculpées. Fin 2016, Recep Tayyip Erdogan avait prévenu l'Union européenne qu'il pourrait prolonger en janvier d'encore au moins trois mois l'état d'urgence, relevant que la France, frappée par une série d'attentats, avait fait de même.

Le président turc avait aussi alors affirmé qu'il promulguerait le rétablissement de la peine capitale abolie en 2004 si les députés le votaient, en dépit de mises en garde des dirigeants européens, qui jugent cette mesure incompatible avec une adhésion à l'UE. **AFP**



Gambie

# Des sympathisants de l'opposition arrêtés puis relâchés

**Au moins cinq sympathisants de l'opposition en Gambie ont été brièvement détenus par les services du renseignement pour avoir porté ou vendu des T-shirts prônant un changement de régime, ont indiqué à l'AFP dans la nuit de mardi à mercredi des sources de sécurité et parmi les activistes libérés.**



La Gambie est en proie à une crise née de l'élection présidentielle du 1er décembre: le scrutin a été officiellement remporté par l'opposant Adama Barrow face à Yahya Jammeh, au pouvoir depuis plus de 22 ans, qui conteste sa défaite après l'avoir dans un premier temps reconnue.

Selon une source de sécurité, au total cinq personnes avaient été arrêtées depuis samedi, certaines pour avoir porté ou vendu des T-shirts affichant "# GambiaHasDecided" ("La Gambie a choisi"), et d'autres pour la vente de T-shirts à l'effigie d'Adama Barrow ou avec des photos d'autres responsables de l'op-

position.

Ces cinq activistes comprennent trois hommes et deux femmes, selon les noms communiqués par la source de sécurité, et des commerçants figurent parmi eux. Tous avaient été libérés mardi, a-t-elle assuré, s'exprimant sous couvert d'anonymat, sans plus de détails.

Une des personnes brièvement détenues a affirmé à l'AFP sous couvert d'anonymat avoir été arrêtée par des membres de l'Agence nationale du renseignement (NIA) qui ont fait irruption dans sa boutique et ont saisi un important stock de T-shirts, casquettes ou badges avec #GambiaHasDecided et la photo des opposants.

Selon son récit, d'autres vendeurs ont connu le même sort. Les commerçants arrêtés ont été conduits au siège de la NIA où "des hommes au visage masqué et d'autres en uniforme nous ont demandé d'écrire: +Je ne vendrai jamais de T-shirts à l'effigie d'Adama Barrow+".

A ceux qui ont répondu être analphabètes, il a été proposé un texte écrit, qu'ils ont été contraints de signer. Ils ont tous été mis en garde contre toute communication autour de ces faits.

Mardi soir, la coalition soutenant l'opposant Adama Barrow avait évoqué dans une déclaration devant la presse l'arrestation de deux de ses sympathisants "en lien avec le

port ou la vente de T-shirts affichant # Gambia Has Decided".

Selon cette déclaration lue par Halifa Sallah, porte-parole de la coalition, l'un d'eux a été arrêté samedi, et un autre lundi par des membres supposés de la NIA.

"Les slogans sur des T-shirts" ne bouleversent pas la donne politique existant dans le pays, et "de tels slogans ne pourraient en aucune façon être assimilés un programme de déstabilisation ou à un crime", a affirmé M. Sallah.

L'opposition a par ailleurs dénoncé la fermeture de radios privées gambiennes, se disant "préoccupée par la situation actuelle" dans le pays.

Teranga FM et Hilltop Radio ont été sommées de fermer dimanche par des officiers de l'Agence nationale du renseignement (NIA), qui ont précisé agir sur ordre de leur chef mais ignorer le motif de cette décision, selon des responsables de ces médias joints par l'AFP.

Ces deux radios n'émettaient toujours pas mardi.

Une troisième radio privée, Afri Radio, avait aussi été contrainte au silence, mais lundi soir, elle a reçu l'autorisation de réémettre à condition de ne diffuser que de la musique à l'antenne, ce qu'a accepté la direction, selon un de ses employés.

L'opposition a invité les autorités à rouvrir les radios. "C'est un signe de faiblesse" pour n'importe quel camp politique "de recourir à la fermeture des médias au lieu de faire comprendre ses points de vue à travers eux", a-t-elle estimé.

AFP

RDC

## Un pont effondré menace le ravitaillement de toute une région

Depuis lundi, la route qui relie l'est de la RDC à l'Ouganda est coupée. Le pont qui enjambait la rivière Semliki au sud-est de Béni s'est effondré au passage d'un camion de marchandises. Résultat : tous les véhicules sont bloqués. Or cette route est indispensable pour le ravitaillement des villes de Béni, Butembo et de leurs environs. Si la situation n'est pas résolue très vite, les habitants pourraient rapidement manquer de biens de première nécessité.

Des dizaines de poids lourds remplis de marchandises transitent habituellement chaque jour par cette route. Sa fermeture est donc une véritable "catastrophe" pour les acteurs économiques locaux et les populations.

C'est par là qu'arrivent toutes les marchandises en provenance d'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie : sucre, farine, des biens manufacturés introuvables ailleurs dans la région. Mais c'est aussi une route d'exportation du café produit en Ituri par exemple.

Une autre route reliant les deux pays, RDC et Ouganda, existe bien un peu plus au nord, mais elle est au cœur d'un territoire connu sous le nom de "triangle de la mort" en raison de son niveau d'insécurité.

L'effondrement du pont de Semliki sous le poids d'un seul camion de marchandises risque donc d'entraîner pénurie et hausse des prix dans cette région déjà très pauvre. Et pourtant, ce n'est pas vraiment une surprise. Ce pont date de l'époque coloniale belge et n'avait pas été réhabilité depuis.

En 2013, plusieurs députés avaient d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme. En août dernier, le chef de l'Etat lui-même s'était rendu sur place, le risque était donc connu. Dès l'annonce de son effondrement, le gouverneur de la province, Julien Paluku, s'est rendu sur place. Il promet que le pont sera de nouveau opérationnel dans une dizaine de jours.

RFI

Sénégal

## La diaspora aura droit à quinze députés

L'Assemblée nationale sénégalaise a voté une loi permettant l'élection de 15 parlementaires pour la diaspora, portant à 165 le nombre total de députés élus, ont déclaré mardi des élus du pouvoir et de l'opposition.

Le projet de loi modifiant le Code électoral, qui fait suite à la révision constitutionnelle validée par référendum le 20 mars 2016, a été adopté lundi "à une écrasante majorité" des députés présents lors du vote, a affirmé Moustapha Diakhaté, député et président d'un groupe parlementaire de la majorité.

Il "va permettre à la diaspora d'élire des députés issus" de son sein, "c'est une avancée pour la démocratie", a-t-il ajouté. La création des 15 nouveaux sièges de députés entraîne celle de huit nouveaux départements électoraux à l'étranger, selon les explications du ministre de l'Intérieur Abdoulaye Daouda Diallo, qui a défendu le projet au Parlement.

D'après le ministre, cité par l'Agence de presse sénégalaise, la diaspora contribue pour plus de 900 milliards de francs CFA (près de 1,38 milliard d'euros) par an à l'économie nationale, soit "près du tiers du budget" de l'Etat pour 2017.

Plus d'un demi million de Sénégalais vivent à l'étranger, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Des députés de l'opposition ont voté contre le texte ou se sont abstenus estimant qu'il n'y avait pas besoin d'augmenter le nombre de députés car cela impliquerait notamment des rémunérations supplémentaires pouvant être consacrées à d'autres secteurs dans ce pays de quelque 13 millions d'habitants.

Riad D.

Burundi

# La plus ancienne ligue des droits de l'homme "radiée"

La plus ancienne ligue burundaise des droits de l'homme, Iteka, a été "définitivement radiée" de la liste des ONG locales autorisées à travailler au Burundi, selon une ordonnance ministérielle rendue publique mardi.

Iteka ("dignité" en kirundi, la langue nationale), agréée depuis 1991, était suspendue d'activités depuis le début de la crise déclenchée par la décision en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de se représenter pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année.

Mais les autorités ont décidé de la dissoudre, en rétorsion à la publication en novembre d'un rapport co-écrit avec la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) - qu'elle représente au Burundi -, qui faisait le point sur la répression gouvernementale et les violations massives des droits de l'homme.

A la mi-décembre, elle avait aussi dénoncé une "recrudescence" des arres-

tations et disparitions d'opposants, ainsi que le climat de "peur généralisée" instauré selon elle par les autorités burundaises.

"Attendu que malgré une mesure de suspension provisoire, cette association n'a pas cessé les agissements pour lesquels elle avait été suspendue" et a continué "à ternir l'image du pays et à semer la haine et la division au sein de la population du Burundi", Iteka "est définitivement radiée de la liste des Associations sans but lucratif (ASBL) 1/2uvrant au Burundi", a décidé le ministre burundais de l'Intérieur, selon une ordonnance rendue publique mardi sur un site d'information proche du pouvoir.

"Nous ne sommes pas surpris par cette décision", a réagi auprès de l'AFP le président d'Iteka, Anschaire Nikoyagize, qui vit aujourd'hui en exil.

"Elle vient confirmer que le pouvoir burundais continue de tout mettre en 1/2uvre pour que ses graves violations des

droits humains ne soient plus reportées et pour échapper à l'attention de la communauté internationale", a-t-il commenté.

Malgré la suspension de ses activités, Iteka avait continué de produire des rapports hebdomadaires et mensuels sur les violations des droits de l'homme au Burundi.

"Cela va (désormais) être malheureusement plus dangereux pour nos équipes qui sont sur le terrain", a estimé M. Nikoyagize.

"Mais, nous n'allons pas renoncer à notre mission", a-t-il promis. "Nous nous y sommes préparés et nous allons continuer à travailler dans la clandestinité."

Iteka rejoint la liste des principales ONG indépendantes burundaises à avoir été dissoutes. Les grandes figures de la société civile et les responsables des médias indépendants sont eux en exil.

Les violences au Burundi ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes à quitter le pays.

AFP



# Cuba, la France, les Etats-Unis, et la question des droits de l'homme

Par Salim Lamrani

## Introduction

La question des droits de l'homme à Cuba a toujours suscité de très nombreuses controverses en Occident. Les médias se sont toujours montrés unanimes pour stigmatiser les autorités de La Havane, les accusant notamment de perpétrer des violations massives des droits fondamentaux de leurs concitoyens. Les classes politiques – à quelques exceptions près – ne sont pas en reste et pointent régulièrement du doigt l'île de la Caraïbe à ce sujet. Une constante est notable : l'opposition cubaine occupe l'espace médiatique en Europe, aux Etats-Unis et plus généralement à travers le monde et, dans le même temps, le point de vue des autorités cubaines sur ces questions cruciales est systématiquement passé sous silence. Pourtant, il est relativement simple de se forger une opinion sur la situation des droits de l'homme à Cuba et à travers la planète. Amnesty International, organisation fondée en 1961, publie chaque année un rapport sur la situation des droits humains au niveau mondial. Ainsi, pour obtenir une image globale, il suffit de consulter les études annuelles qui sont disponibles en plusieurs langues. Les médias n'hésitent pas se baser sur ces travaux pour évoquer la problématique des droits de l'homme à Cuba. Néanmoins, il est curieux d'observer qu'aucune analyse comparative n'est proposée à l'opinion publique. Pourquoi ne pas comparer, par exemple, les derniers rapports d'Amnesty International sur Cuba, la France et les Etats-Unis ? Cela ne permettrait-il pas à l'opinion publique de se faire une idée plus précise sur la réalité des droits de l'homme à Cuba en prenant comme références deux grandes démocraties occidentales qui s'érigent souvent en juges moralisateurs ?

L'étude comparative est une démarche scientifique salubre qui permet de briser clichés et préjugés. Cet article se propose donc de présenter les conclusions d'Amnesty International sur la situation des droits de l'homme à Cuba, en France et aux Etats-Unis. Le but est de fournir au public les éléments factuels concrets qui lui permettront de se forger une opinion plus juste sur la Cuba d'aujourd'hui.

## Les droits de l'homme à Cuba

Selon le dernier rapport d'Amnesty International, « les libertés d'expression, d'association et de circulation continu[...]ent à être soumises à des restrictions draconniennes ». L'organisation note que « plusieurs milliers de cas de harcèlement à l'égard de détracteurs du régime, d'arrestation et de détentions arbitraires ont été signalés ». Al se fait plus précise en signalant que « des défenseurs de droits humains et des journalistes » subissent des « détentions de courte durée » pouvant aller jusqu'à « neuf heures ». Pour l'année, Al avance le chiffre de 8 600 personnes, en se basant sur les données de la Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale. Al souligne par exemple que « trois militants qui auraient tenté d'approcher le pape pour évoquer les droits humains » ont été arrêtés.

L'organisation dénonce le fait que des opposants subissent des « actes de répression », c'est-à-dire des « manifestations organisées par des partisans du régime avec le concours d'agents des services de sécurité ». Al pointe du doigt « des poursuites pénales motivées par des considérations politiques ». Elle signale que l'appareil judiciaire est sous l'emprise du pouvoir politique, sans fournir davantage d'information.

Al rappelle également que les autorités contrôlent Internet en « bloquant et filtrant certains sites, ce qui restreint l'accès à l'information et les critiques antigouvernementales ». Al souligne que le réseau de téléphonie mobile a été perturbé lors de la visite



du pape en septembre 2015.

En revanche, Al ne signale aucun cas de violences physiques de la part des autorités contre les opposants ou les citoyens, ni de cas de mauvais traitements, de torture, de disparition, ou d'assassinat commis par les forces de l'ordre, et ne dénombre, à ce jour, aucun prisonnier politique.

## Les droits de l'homme en France

Pour ce qui est de la France, pour l'année 2015, Amnesty International note que les autorités « ont souvent poursuivi des personnes pour des déclarations qui ne constituaient pas des incitations à la violence et relevaient de l'exercice légitime de la liberté d'expression ».

Al souligne également que « les autorités ont assigné à résidence 26 militants écologistes dans le cadre de la COP 21 en raison de leur participation présumée à des manifestations violentes dans le passé ».

L'organisation dénonce l'adoption d'« une nouvelle loi autorisant la surveillance de masse de toutes les communications électroniques à destination – ou en provenance – de l'étranger ». Le pouvoir exécutif peut autoriser ce type de surveillance « sans aucune consultation préalable ni contrôle judiciaire indépendant, dans le but d'atteindre des objectifs définis en termes vagues ».

Al condamne également les violations réitérées des « droits des réfugiés et des migrants ». Elle souligne que les conditions de vie dans le campement de Calais s'apparentent « à un traitement inhumain », en se basant sur un rapport du Conseil d'Etat. L'entité exprime également sa préoccupation « face aux actes de violence, de harcèlement et de mauvais traitements commis contre des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés par des agents des forces de l'ordre à Calais ». Al regrette « le recours abusif à la détention administrative contre les migrants de Calais ». L'organisation souligne que « des mineurs non accompagnés ont continué d'être régulièrement placés en détention dans la 'zone d'attente' de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle ».

L'organisation liste plusieurs cas de « discrimination » à l'égard des populations Roms, en notant que « des migrants et des demandeurs d'asile ont également fait l'objet

d'expulsions de force de campements de fortune tout au long de l'année ».

Al rappelle également que la Cour européenne des droits de l'homme s'est saisie de « trois affaires concernant des personnes transgenres qui n'avaient pas pu obtenir la reconnaissance de leur genre féminin à l'état civil ».

Al rapporte enfin des atteintes à la « liberté d'expression » en pointant du doigt la condamnation de 14 personnes qui « avaient participé à des initiatives non violentes dans un supermarché pour appeler au boycott des produits israéliens ».

## Les droits de l'homme aux Etats-Unis

Pour ce qui est des Etats-Unis, Al dénonce l'impunité persistante pour les autorités responsables de crimes. Ainsi, « aucune mesure n'a été prise pour mettre un terme à l'impunité dont bénéficiaient les responsables des violations systématiques des droits humains commises dans le cadre du programme de détention secrète mis en œuvre par la CIA ». L'organisation note que « la plupart, voire la totalité, de ces détenus avaient été soumis à une disparition forcée et à des conditions de détention ou des méthodes d'interrogatoire qui violaient l'interdiction de la torture et des autres traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

Al dénonce la persistance de détentions arbitraires et note que les « prisonniers de Guantánamo étaient toujours privés de leurs droits fondamentaux ». « À la fin de l'année, 107 hommes étaient détenus à Guantánamo ; la majorité d'entre eux n'avaient pas été inculpés ni jugés ».

Al signale également les violences policières et souligne qu'« au moins 43 personnes, dans 25 États, sont mortes après avoir été touchées par des décharges de pistolets Taser administrées par des policiers, ce qui portait à 670 au moins le nombre total de décès survenus dans de telles circonstances depuis 2001 ». L'organisation rappelle que « la plupart des victimes n'étaient pas armées et ne représentaient manifestement pas une menace de mort ou de blessure grave au moment où elles ont reçu les décharges ».

Al dénonce plusieurs centaines d'homicides commis par les forces de l'ordre. Elle souligne qu'entre « 458 et plus de 1 000

personnes » ont été tuées « par des responsables de l'application des lois » en 2015. L'organisation pointe un fait récurrent : « Les données limitées disponibles indiquent que les hommes noirs sont surreprésentés parmi les victimes d'homicides imputables à la police ».

Al condamne les violences contre les migrants et notamment contre les « plus de 35 000 enfants migrants ». Elle souligne que beaucoup de familles « ont été détenues dans des locaux où elles étaient privées de nourriture saine et d'eau potable et n'avaient pas accès à un avocat ni aux soins médicaux éventuellement nécessités par leur état ». L'organisation note également des discriminations à l'égard des minorités sexuelles en rappelant que « les personnes transgenres étaient généralement détenues en fonction de leur genre à la naissance, ce qui les rendait vulnérables à des sévices, ou maintenues à l'isolement sans accès à une thérapie hormonale ».

Au sujet des droits des femmes, Al rappelle que « les Amérindiennes et les femmes autochtones de l'Alaska victimes de viol étaient toujours privées d'accès aux soins de base, y compris des examens médicaux et d'autres services de santé essentiels comme la contraception d'urgence ». Elle ajoute que « les Amérindiennes et les femmes autochtones de l'Alaska continuaient de subir un niveau disproportionné de violence ; elles risquaient 2,5 fois plus que les autres femmes de subir un viol ou une autre forme d'agression sexuelle ». Al pointe également « des écarts marqués dans l'accès des femmes aux soins de santé sexuelle et génésique, y compris la santé maternelle ». De la même manière, « le risque de mourir des suites de complications liées à la grossesse était toujours quatre fois plus élevé pour les Afro-Américaines que pour les femmes blanches ». Al dénonce également les attaques commises contre le droit des femmes à disposer de leur corps en rappelant que « plus de 230 projets ou propositions de loi visant à restreindre l'accès à un avortement légal et sans risque ont été déposés dans un grand nombre d'États ».

Au niveau des conditions carcérales, Al rappelle que plus de 80 000 prisonniers (sur une population carcérale de 2,2 millions de





personnes) sont « détenus dans des conditions de privation physique et d'exclusion sociale ». Pour ce qui est de la peine capitale, l'organisation note que 27 hommes – dont un âgé de 74 ans – et une femme ont été exécutés en 2015, et que 3 000 personnes « étaient sous le coup d'une condamnation à mort ». AI souligne également qu'un handicapé mental, Warren Hill, a été exécuté le 27 janvier 2015. Elle note que « tous les experts qui l'ont examiné, y compris ceux qui avaient été désignés par l'accusation, ont convenu qu'il présentait un handicap mental, ce qui rendait son exécution anticonstitutionnelle ».

### Une comparaison nécessaire

La lecture de ces trois rapports est révélatrice. Ainsi, alors que Cuba est constamment stigmatisée sur la question des droits de l'homme, une comparaison des conclusions d'AI pulvérise les clichés sur l'île. Par exemple, pour Cuba, Amnesty international n'a pas rapporté de cas de violation des droits des réfugiés et des migrants (France, Etats-Unis), de traitement inhumain (France, Etats-Unis), d'acte de violence et de mauvais traitement commis par les forces de l'ordre (France, Etats-Unis), de mineurs placés en détention (France, Etats-Unis), de discrimination à l'égard des minorités (France, Etats-Unis), de discrimination à l'égard des personnes transgenres (France, Etats-Unis), d'impunité pour les autorités responsables de crimes (Etats-Unis), de disparition forcée (Etats-Unis), de torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants (Etats-Unis), de violences policières (Etats-Unis), d'homicide commis par les forces de l'ordre (Etats-Unis), d'homicide commis par les forces de l'ordre en majorité contre les hommes noirs (Etats-Unis), de personnes privées de nourriture saine, d'eau potable et de soins médicaux par les autorités (Etats-Unis), de violation réitérée des droits des femmes issues des minorités (Etats-Unis), de privation de soins de base et de services essentiels pour des femmes victimes de viol (Etats-Unis), de discrimination contre les femmes enceintes en raison de leur origine ethnique (Etats-Unis), d'attaques contre le droit des femmes à disposer librement de leur corps (Etats-Unis), de prisonniers détenus dans des conditions de priva-



tion physique et d'exclusion sociale, de peine de mort appliquée (Etats-Unis), de peine de mort appliquée contre une femme (Etats-Unis), de peine de mort appliquée contre un homme âgé de 74 ans (Etats-Unis), de peine de mort appliquée en violation de la Constitution du pays (Etats-Unis).

Ainsi, au vu de ce comparatif, il est difficile pour la France ou pour les Etats-Unis de s'ériger en procureur sur la problématique des droits de l'homme. Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, a fait preuve de clairvoyance en rappelant la chose suivante : «La France n'a pas de leçons à donner » à Cuba. De son côté, le futur Président Donald Trump s'est montré moins inspiré en exigeant de Cuba une amélioration de la situation des droits de l'homme et l'instaur-

ation d'une économie de marché. Nul doute qu'il devrait revoir son jugement après la lecture du rapport d'AI sur les Etats-Unis.

### Conclusion

La comparaison des différents rapports d'Amnesty International apporte un éclairage significatif. Contre toute attente, Cuba présente un meilleur bilan que son principal détracteur, à savoir les Etats-Unis. Du côté de la France, les critiques émises par AI incitent à l'humilité. Ainsi, ni la France, ni les Etats-Unis, ne disposent de l'autorité morale nécessaire pour s'ériger en juge.

Il est important de rappeler que les rapports d'Amnesty International n'évoquent aucunement le respect des droits économiques et sociaux – qui sont des droits humains fondamentaux – tels que l'accès à

l'alimentation, à un logement, à la sécurité, à l'éducation, à la santé, à la culture, au sport, aux loisirs, domaines dans lesquels Cuba excelle selon toutes les organismes des Nations unies, qui citent son système de protection sociale comme l'exemple à suivre. Un chiffre est éloquent : selon l'Unicef, le seul pays d'Amérique latine et du Tiers-monde à avoir réussi à éliminer la malnutrition infantile est Cuba.

Les rapports d'Amnesty International contredisent les discours occidentaux sur Cuba. En fournissant une information partielle, partielle et sans aucune mise en perspective de la situation cubaine avec le reste du monde, les médias, au lieu d'informer l'opinion publique, l'induisent en erreur en construisant une image sur l'île des Caraïbes qui ne correspond pas à la réalité. **Salim Lamrani**

## Brexit

# Démission surprise de l'ambassadeur auprès de l'UE



■ ■ Nouvelle embûche sur le chemin du Brexit: l'ambassadeur britannique auprès de l'Union européenne, fin connaisseur des dossiers européens, a démissionné, moins de trois mois avant le déclenchement du processus de sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Ivan Rogers, nommé en novembre 2013 par l'ancien Premier ministre David Cameron, aurait dû jouer un rôle de premier plan dans les négociations sur le Brexit.

«Il y a très peu d'expérience sérieuse pour ce qui est des négociations multilatérales à Whitehall», le quartier des ministères de Londres, a regretté M. Rogers dans une longue lettre adressée au bureau qui représente le Royaume-Uni

auprès de l'UE, pointant du doigt l'écart qu'il a observé entre la préparation de Londres et celle des institutions européennes pour négocier le Brexit.

«J'espère que vous continuerez à contrer les arguments infondés et les raisonnements confus et que vous n'aurez jamais peur de dire la vérité à ceux qui sont au pouvoir», a-t-il ajouté dans son mail, publié sur le site du *Times* mardi soir, quelques heures après la confirmation de sa démission.

Changer d'ambassadeur, si près d'une échéance stratégique dans ce dossier, «n'est pas idéal», a regretté Hilary Benn, président de la Commission parlementaire sur le Brexit, sur la BBC.

La Première ministre conserva-

trice, Theresa May, doit activer l'article 50 du Traité de Lisbonne, qui ouvrira les négociations de sortie, avant la fin du mois de mars. Cela lancera un compte à rebours de deux ans, à l'issue desquels le Royaume-Uni quittera le bloc européen. Avec la démission mardi de M. Rogers, Mme May perd «l'un des rares responsables de haut niveau britannique à comprendre l'UE», a estimé le directeur du centre d'études sur les questions européennes Centre for European Reform, Charles Grant.

### Zone d'incertitude dangereuse

Cette démission a été saluée par les partisans d'une sortie sans compromis de l'UE, à l'instar d'Arron Banks, le président de

«Leave.EU», une organisation pro-Brexit.

«C'est un homme qui affirmait qu'il faudrait 10 ans pour faire un accord sur le Brexit», a-t-il déclaré dans un communiqué. «En démissionnant, il a enfin pris la décision qui s'imposait». Nigel Farage, ex-chef du parti europhobe Ukip, a salué ce départ, affirmant sur Twitter que «le Foreign Office a besoin d'un grand ménage».

Le ministère des Affaires étrangères n'a pas commenté les raisons de cette démission. Mais le diplomate s'était récemment attiré les foudres des partisans d'une coupure nette et radicale avec l'UE.

Le mois dernier, il avait été au cœur d'une polémique après la fuite de propos tenus devant des

ministres britanniques. Il leur avait expliqué qu'aux yeux des 27 autres Etats membres de l'UE, la signature d'un nouvel accord commercial entre le Royaume-Uni et l'UE post-Brexit n'interviendrait pas avant une bonne dizaine d'années.

Lors de cette rencontre, en octobre, M. Rogers avait également relevé le risque que le futur accord soit rejeté par les parlements de ces pays, qui devront tous être consultés.

«Ce n'est pas la position de Sir Ivan Rogers et ce n'est pas la position du gouvernement», avait réagi le porte-parole de Downing Street. «L'ambassadeur a répercuté des avis qui lui sont parvenus, comme il se doit», avait-elle ajouté, réaffirmant l'objectif du gouvernement d'arriver à un accord pendant les deux ans de négociations.

Les propos d'Ivan Rogers avaient déclenché la fureur des partisans du Brexit, tandis que des sources diplomatiques à Bruxelles avaient estimé que le diplomate avait peut-être été la victime de pro-Brexit soucieux de se débarrasser de lui. «Sa démission n'est pas une surprise pour ceux qui travaillent avec lui», a commenté un diplomate européen. «Il était très compétent, mais pas convaincu par la décision d'un Brexit et la ligne du gouvernement britannique, qui entrainera le Royaume-Uni dans une zone d'incertitude dangereuse».

Un porte-parole de la représentation britannique à Bruxelles a précisé que M. Rogers, qui devait rester en poste jusqu'en octobre, quitterait ses fonctions dans les semaines qui viennent. Son remplaçant «sera nommé prochainement», a-t-il ajouté. **AFP**



Attentat de Berlin

# Vers une refonte des services de sécurité

**Le ministre allemand de l'Intérieur a dévoilé mardi les grandes lignes d'une réforme sur les expulsions de migrants et le renforcement du renseignement intérieur pour parer aux dysfonctionnements mis en évidence par l'attentat de Berlin.**

Dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), le ministre conservateur Thomas de Maizière a insisté sur la nécessité de renforcer les pouvoirs de l'Etat fédéral en matière de renseignements intérieurs, actuellement partagés par les 16 Etats régionaux.

Il a aussi proposé de renforcer les compétences de la police fédérale et de mettre sur pied un centre de crise chapeautant l'ensemble des services concernés par les questions sécuritaires liées aux migrants et l'antiterrorisme.

«L'Etat fédéral n'est pas compétent pour des catastrophes d'ampleur nationale» comme l'attentat du 19 décembre, qui a fait 12 morts, «les compétences en matière de lutte contre le terrorisme international sont éclatées», a-t-il regretté.

«Nous avons besoin de règles homogènes et d'une meilleure coordination», a-t-il souligné dans la FAZ, notamment pour la surveillance des individus classés «dangereux», à l'instar du Tunisien Anis Amri, auteur présumé de l'attaque à Berlin tué en Italie après trois jours de cavale.

«Nous avons besoin de compétences sur place, dans les Etats régionaux, mais aussi de plus de contrôle exercé par un Etat (fédéral) fort», a-t-il encore insisté mardi soir sur la chaîne publique ZDF.

Le patron du Parti social-démocrate



(SPD) et vice-chancelier Sigmar Gabriel s'est lui montré critique des propositions du ministre, réclamant des mesures opérationnelles concrètes au lieu d'une «restructuration administrative» qui pourrait prendre des années.

L'attentat au camion-bélier sur un marché de Noël très fréquenté a mis au jour des failles du système existant, au point que les autorités allemandes ont été accusées de négligences et de s'être laissé berné par un militant islamiste avéré.

## Au c?ur de la campagne électorale

Anis Amri, qui avait fait allégeance à l'Etat islamique (EI), est parvenu à passer entre les mailles du filet en profitant notam-

ment de l'éclatement des responsabilités en Allemagne. Il a aussi pu s'enfuir au nez et à la barbe des polices allemandes après l'attentat.

Bien qu'identifié de longue date comme individu susceptible de préparer un attentat, la police berlinoise avait cessé de s'intéresser à ses activités en septembre, faute d'éléments suffisants, alors que dans l'Ouest du pays on le considérait encore comme une menace. Or dans un pays bouleversé par l'arrivée de plus d'un million de réfugiés depuis début 2015 et secoué par des attaques jihadistes, la sécurité devrait être au coeur de la campagne électorale en vue des législatives prévues en septembre.

Le dirigeant de l'Union chrétienne-social-

le (CSU), parti frère de la CDU de la chancelière Angela Merkel, assure ainsi que la sécurité est «comme une épée de Damoclès» qui pourrait décider de l'issue du scrutin.

D'ailleurs, pour le conservateur Lorenz Caffier, le catalogue d'idées présenté par M. De Maizière «n'est lié qu'à la campagne électorale» et certaines d'entre elles ne «sont pas du tout abouties».

## Centres de rétention

Autre réforme voulue par M. De Maizière: les expulsions des demandeurs d'asile déboutés, qui doivent «aller plus vite», a-t-il martelé sur ZDF. Amri aurait dû être renvoyé dans son pays natal mais Tunis a tardé à fournir les documents nécessaires. Dans l'intervalle, et malgré les suspicions pesant contre lui, il avait été laissé en liberté.

Le ministre veut donc la mise en place de centres de rétention près des aéroports, où seront placées les personnes en voie d'expulsion pendant les semaines ou les jours précédant leur renvoi. D'autres événements ces derniers mois avaient déjà révélé nombre de problèmes. En octobre, un réfugié syrien, qui avait échappé dans un premier temps à la police malgré une surveillance resserrée, avait réussi ensuite à se suicider en prison quelques jours après son placement en détention. Fin novembre, un agent du renseignement intérieur avait été arrêté, soupçonné d'être un «islamiste présumé» qui avait proposé des informations sur le fonctionnement de son institution sur internet en vue d'un attentat.

En plein essor, la droite populiste Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui a fait de ces questions un thème de prédilection, a qualifié de plagiat les propositions de M. de Maizière.

AFP

Haïti

## Jovenel Moïse confirmé président d'un pays en crise

L'interminable crise électorale haïtienne a finalement pris fin mardi: Jovenel Moïse, confirmé président élu avec 55,60% des suffrages au scrutin du 20 novembre, se retrouve à la tête d'un Etat politiquement et socialement divisé, aux finances exsangues.

A 48 ans, le candidat du parti Tet Kale (PHTK), qui entamera sa carrière politique en occupant la plus haute fonction publique, a conscience des divisions profondes minant le développement du pays.

«On a voté pour un chemin vers la vie meilleure pour tous les Haïtiens: ceux des montagnes comme ceux des plaines, ceux de la province et ceux de la ville, ceux de la diaspora et ceux qui vivent au pays, ceux qui ont la peau claire et ceux qui ont la peau noire, ceux qui sont riches et ceux qui sont pauvres», a énuméré Jovenel Moïse mardi soir lors d'un discours dans un hôtel de luxe de la capitale devant des partisans.

Plus de 200 ans après son indépendance, la première république noire de l'Histoire est classée par la Banque mondiale comme l'un des pays les plus inégalitaires de la planète.

La richesse possédée par l'élite économique, métisse et d'origine syro-libanaise, contraste avec l'extrême pauvreté du reste de la population: près de 60% des Haïtiens vivent avec moins de deux dollars par jour.

Ce clivage a été dénoncé durant la campagne par les sympathisants des principaux concurrents de Jovenel Moïse: habitant les quartiers les plus pauvres de la capitale, ils n'ont cessé d'accuser le candidat du PHTK de ne vouloir défendre que les intérêts de

l'élite bourgeoise.

En réponse, Jovenel Moïse a réaffirmé mardi que son administration allait «travailler pour tous les Haïtiens sans distinction».

S'adressant aux autres candidats à la présidentielle, Jovenel Moïse a expliqué avoir «besoin de (leurs) expériences, (leurs) compétences et (leur) dévouement pour qu'on travaille ensemble pour que chaque Haïtien ait à manger dans son assiette et de l'argent dans sa poche».

## Refus de légiférer

Cet appel à l'union politique devrait se heurter à l'opposition sans concession des candidats qui ont légalement contesté sa victoire.

Depuis la première tenue du scrutin présidentiel en octobre 2015, annulé par la suite en raison de fraudes massives, Jude Célestin (arrivé deuxième avec 19,57% des suffrages, selon les résultats publiés mardi), Moïse Jean-Charles (11,04%) et Maryse Narcisse (9,01%) nient la possibilité d'une victoire de Jovenel Moïse et l'ont toujours considérée comme «un coup d'Etat électoral».

Répétant vouloir «rétablir l'ordre et la discipline», le future 58e président du pays a annoncé qu'il débiterait son mandat le 7 février, en lançant «les Etats généraux sectoriels de la Nation», minimisant l'extrême désintérêt de la population pour la chose politique: seuls 21% des Haïtiens ont voté à l'élection présidentielle.

La majorité des citoyens ne croit plus aux promesses des politiciens et les idées

de réformes, seulement esquissées par Jovenel Moïse, vont se heurter aux graves difficultés économiques de l'Etat: la dette haïtienne s'élève aujourd'hui à plus de 2 milliards de dollars et, faute d'investissements publics comme privés, la croissance ne devrait pas dépasser 1% en 2017.

L'ouragan Matthew, qui en octobre a ravagé l'île en causant plus de 2 milliards de dollars de dégâts, a encore compliqué le projet de Jovenel Moïse de faire d'Haïti un pays exportateur de produits alimentaires biologiques.

Confronté à ce marasme économique et social, les jeunes de la classe moyenne ne voient leur salut que dans l'exil vers les Etats-Unis. Depuis trois ans, ils sont des milliers à partir chaque mois.

Stopper cette fuite de cerveaux est l'un des grands défis de Jovenel Moïse, mais cette tradition de l'exode économique perdure depuis déjà une vingtaine d'années: aujourd'hui un citoyen haïtien sur quatre vit à l'étranger.

Conscient de cette réalité, le président élu a affirmé mardi qu'il était «temps que la diaspora participe réellement au développement économique, social et politique».

Un voeu pieux: le cadre légal national n'accorde pour l'heure aucun droit aux citoyens non résidents.

S'il dispose d'une quasi-majorité au parlement, Jovenel Moïse devrait se heurter au refus de légiférer des députés et sénateurs qui voient, eux, cette ouverture de la scène politique comme une menace directe pour leur carrière.

AFP

## Pour le 2<sup>e</sup> jour consécutif Alerte rouge au «brouillard» à Pékin

■ La capitale chinoise, Pékin, était placée en alerte rouge au brouillard, mercredi, pour le deuxième jour consécutif. C'est le niveau d'alerte le plus élevé, alors même qu'une bonne partie de la Chine du Nord-Est connaît cet hiver un long épisode de smog.

Les voies rapides ont été fermées à la circulation dans la capitale et aux environs.

Les services météorologiques prévoient qu'à certains endroits, la visibilité serait inférieure à 50 mètres du fait du smog, si bien que de nombreux aéroports de la région ont annulé les vols.

Plus de 2.000 touristes sont bloqués à bord d'un navire de croisière pour deux jours de plus, près de la ville portuaire de Tianjin, le smog empêchant leur bateau d'accoster, rapporte la presse chinoise.

La visibilité très réduite a conduit trois grands ports du nord du pays à suspendre le chargement des navires, mardi.

La province du Hebei, qui jouxte la majeure partie de Pékin, a annoncé mardi avoir ordonné la fermeture de toutes les entreprises polluantes de Tangshan, grande ville sidérurgique à l'est de Pékin.

Le gouvernement du Hebei a désigné l'entreprise Tangshan Luanxian Xinglong Iron and Steel comme le principal coupable, car elle n'a pas mené à bien de contrôle de ses émissions de gaz nocifs.

Le Hebei a compté en 2015 sept des dix villes chinoises souffrant le plus du smog.

Reuters



Pour célébrer les 80 ans de Guernica de Picasso

# Une grande exposition en avril à Madrid

Le Musée Reina Sofia présentera, à partir d'avril à Madrid, une grande exposition Picasso pour célébrer le 80<sup>e</sup> anniversaire de son chef-d'œuvre *Guernica*, symbole universel de la cruauté de la guerre, a annoncé mardi l'institution du musée à des médias.



Intitulée «Le chemin vers Guernica», elle sera visible du 4 avril au 4 septembre dans la capitale espagnole.

Ce sera «une grande exposition pour célébrer le 80<sup>e</sup> anniversaire de la création de *Guernica* par Pablo Ruiz Picasso et les 25 ans de l'arrivée de ce tableau au Musée Reina Sofia», ajoute la même source.

Les visiteurs pourront, à cette occasion, «contempler près de 150 chefs-d'œuvre de l'artiste, en provenance des fonds de la collection du

musée et de plus de 30 institutions du monde entier», précise le Musée national d'art moderne et contemporain.

Des tableaux quitteront ainsi tout spécialement le Musée Picasso et le Centre Georges Pompidou de Paris, la Tate Modern de Londres, le MoMA et le Metropolitan Museum de New York, la Fondation Beyeler près de Bâle en Suisse, et diverses collections privées.

*Guernica* est l'une des œuvres les plus importantes de Picasso, né en Espagne en 1881 et décédé en France

en 1973 à 91 ans.

En pleine guerre civile espagnole (1936-1939), elle fut peinte à Paris en 1937 pour dénoncer le bombardement d'un village basque nommé Guernica par l'aviation de l'Allemagne nazie, venue soutenir le camp des forces nationalistes de Francisco Franco.

Le tableau ne revint qu'en 1981 en Espagne, une fois la démocratie installée après la longue dictature de Franco (1939-1975).

Quelques années avant sa mort, Picasso avait lui-

même demandé que *Guernica* ne soit rendu à son pays natal que lorsque les libertés publiques y seraient restaurées.

Le Musée Reina Sofia se félicite d'avoir accueilli l'an dernier plus de 3,6 millions de visiteurs sur ses trois sites, un chiffre en hausse de 12,2% par rapport à 2015. L'une de ses expositions les plus fréquentées était consacrée à l'art des années postérieures à la guerre civile, jusqu'en 1953.

Reda A.

Souk Ahras

## Ouverture de deux bibliothèques communales

Les espaces de lecture de la wilaya de Souk Ahras ont été renforcés par deux bibliothèques ouvertes dans les communes de Mechroha et au groupement d'habitation secondaire de Aïn Senour (Henancha).

Ces structures culturelles, réalisées dans le cadre du programme du fonds commun des collectivités locales (Fccl), ont été inaugurées par les autorités locales en présence des directeurs de la culture et de la jeunesse et des sports.

Ces infrastructures culturelles qui ont porté le nombre des bibliothèques à 21 dans la wilaya, ont été équipées et dotées d'un nombre important de livres de diverses spécialités, a précisé le directeur de la culture, ajoutant que ces deux nouvelles bibliothèques ont été raccordées au réseau Internet afin d'encourager les étudiants à «investir» les lieux et bénéficier des services offerts.

Durant les deux dernières années,

neuf bibliothèques réalisées dans le cadre du programme des Hauts-Plateaux ont été équipées et ouvertes dans les communes de Taoura, d Sidi Fredj, M'daourouch, Bir Bouhouche, Oum El Adhaim, Terraguelt, Souk Ahras, Sefel Ouidan et Oued Keberit, a rappelé la même source.

Afin de renforcer ces espaces de lecture, un fond documentaires de 38 680 livres, toutes spécialités confondues, a été offert par le ministère de la Culture et réparti sur neuf bibliothèques, avec une moyenne de 2 684 titres pour chaque bibliothèque, a-t-on noté.

La même source a fait savoir, dans ce contexte, que 135 postes de travail destinés à assurer un encadrement et une meilleure gestion des bibliothèques communales relevant du secteur local de la culture, ont été ouverts début de l'année 2016, précisant que ces emplois ont été réservés aux techniciens supérieurs, aux archivistes et aux spécia-

listes en bibliothéconomie des communes concernées.

Le même secteur a connu également la réception, au chef-lieu de wilaya, d'une bibliothèque publique de lecture qui dispose d'une salle de lecture pour adultes de 250 places et une autre pour enfants (100 places), des salles Internet et d'archives notamment.

La cérémonie d'inauguration de ces deux nouvelles bibliothèques a été l'occasion de procéder au lancement de la manifestation baptisée «Ma bibliothèque ma deuxième maison» initiée par l'association locale Djoussour pour la culture avec la collaboration de la bibliothèque principale de lecture publique. Cette manifestation qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de mars prochain, vise essentiellement à inculquer l'amour de la lecture chez l'enfant, a indiqué de son côté le président de l'association Abdelghani Boumaâza.

R. O.

Les 27 et 28 janvier à Oran

## Casting de l'humour Makhber Comedia

La 3<sup>ème</sup> édition du concours de jeunes humoristes Makhber Comedia se tiendra les 27 et 28 janvier prochains à Oran, a-t-on appris mardi des organisateurs.

«Une centaine de talents en herbe, évoluant dans différentes wilayas de la région ouest du pays, ont déjà manifesté leur intérêt pour cette épreuve», a précisé à l'APS, Mohamed Mihoubi, président de l'association culturelle El-Amel, initiatrice de ce rendez-vous artistique.

Les inscriptions demeurent ouvertes jusqu'à l'échéance indiquée pour les jeunes désirant prendre part au casting qui se déroulera sur la scène du Petit Théâtre de l'association El-Amel, a fait savoir M. Mihoubi, également président du jury chargé de l'évaluation des concurrents.

Quarante lauréats seront sélectionnés à l'issue de cette épreuve consistant en la présentation d'un court monologue en stand-up, a-t-il signalé, ajoutant que les gagnants auront droit à un passage à l'émission télévisée Makhber Comedia programmée par la station régionale d'Oran de l'Entv qui soutient cette action de promotion de jeunes talents.

L'association culturelle El-Amel boucle cette année le 40<sup>ème</sup> anniversaire de sa création qu'elle compte célébrer prochainement avec l'animation d'une manifestation artistique intitulée «Semaine théâtrale».

Elle se distingue par son investissement continu dans la formation des jeunes talents qui a connu une nouvelle dynamique depuis 2015, suite à la création du Petit Théâtre, structure légère de 70 places permettant l'organisation optimale de stages, de répétitions et de spectacles au siège-même de l'association.

Treize promotions, composées chacune d'une vingtaine de jeunes talents, ont été formées au niveau de cette association basée au Centre culturel M'barek El-Mili situé au centre-ville d'Oran.

G. T.

Écrivain britannique, intellectuel marxiste

## Décès de John Berger

L'écrivain britannique, John Berger, qui fit sensation en partageant avec les Black Panthers la dotation du Man Booker Prize qu'il reçut en 1972, est mort à l'âge de 90 ans près de Paris, a annoncé mardi son fils, le cinéaste Jacob Berger à des médias.

Hospitalisé quelques jours avant pour une insuffisance rénale, l'écrivain britannique s'est éteint chez lui, à Antony (Hauts-de-Seine), entouré par les siens.

Né à Londres en novembre 1926, M. Berger enseigne le dessin de 1948 à 1955, avant de devenir, à partir de 1952, un critique d'art reconnu, indique sa maison d'édition.

Cet artiste prolifique, auteur de nombreux livres et pièces de théâtre, mais aussi poète, peintre et scénariste, publie en 1958 son premier roman *Un Peintre de notre temps*.

En 1972, il est lauréat du Man Booker Prize, le plus prestigieux des prix littéraires de langue anglaise, pour son roman *G*, l'histoire du fils bâtarde d'une aristocrate anglaise et d'un négociant italien.

Il fait alors sensation en offrant la moitié de la dotation de ce prix au mouvement des Black Panthers, fidèle à ses convictions d'intellectuel engagé, pourfendeur du libéralisme et défenseur des «sous-classes».

«C'était un ami du sous-commandant Marcos, c'était un ami du peuple palestinien qui avait une position politique extrêmement forte sans être un communiste borné et dogmatique», a souligné Jacob Berger.

M. Berger, a poursuivi son fils, s'était d'ailleurs installé en France pour fuir l'Angleterre «extrêmement anti-communiste» des «années 1950 et du début des années 1960».

Écrivain «visionnaire», écrit le quotidien britannique *The Guardian*, Berger avait «contribué à transformer la manière dont toute une génération regardait et percevait l'art».

R. L.





## Un accouchement sans problème

# À 50 ans, Janet Jackson donne naissance à un petit garçon

Elle avait mis entre parenthèses sa tournée pour vivre sa première grossesse, la chanteuse Janet Jackson a fait savoir qu'elle avait accouché d'un petit garçon.

Janet Jackson va enfin connaître les joies des jeunes mamans. À 50 ans, la chanteuse a donné naissance à son premier enfant, un garçon, qu'elle a eu par fécondation in vitro avec son compagnon, Wissam Al Mana. Le porte-parole de la star a expliqué à *People* que l'accouchement s'était déroulé mardi 3 janvier 2017 : «Janet Jackson et son mari, Wissam Al Mana sont ravis d'accueillir leur fils, Eissa Al Mana.»

«Selon cette source, l'accouchement de la chanteuse s'est passé sans encombre et Janet Jackson se «repose confortablement». Avec l'annonce de cette grossesse surprise, la soeur de Michael Jackson avait pris tout le monde de court. En décembre 2015, l'artiste avait d'abord inquiété ses fans en reportant sa tournée pour

des raisons de santé. Il avait fallu attendre plusieurs semaines pour connaître la vraie raison de ce report.

La star souhaitait simplement «fonder une famille» avec son compagnon, avec qui elle est mariée depuis 2012. Sa grossesse, Janet Jackson l'a ensuite passée au calme. En neuf mois, elle a simplement affiché une fois son baby bump et a posté un tweet pour rassurer ses fans sur son état de santé. Ça change des autres stars enceintes...



## BEAUTÉ

## SIX REMÈDES MIRACLES 100% NATURELS POUR FAIRE DISPARAÎTRE LES CERNES

■ Dites adieu aux vilaines poches qui ont élu domicile sous vos yeux, grâce à ces 6 remèdes miracles et 100 % naturels, sélectionnés par nos soins.

### 1. Les sachets de thé vert ou de camomille

Ne jetez plus vos sachets de thé vert et de camomille ! Ils sont en effet très efficaces pour lutter contre les cernes. À appliquer sous les yeux, pendant 10 à 15 minutes, après les avoir laissés refroidir.

### 2. Les rondelles de concombre

Cette astuce ne vous est sans doute pas inconnue. De nombreuses femmes l'utilisent en effet au quotidien.

Certaines héroïnes de séries et films apparaissent même à l'écran, les yeux recouverts de deux rondelles de concombre. Il faut dire que cette méthode est efficace. Seule condition requise : que les deux rondelles soient bien fraîches.

Car le froid est le remède idéal contre les cernes. Petite astuce en plus : placez 2 cuillères dans votre congélateur, laissez les quelques minutes à l'intérieur, puis posez les sur vos yeux.

### 3. L'huile d'olive et l'huile d'amande douce

Ces deux huiles sont très nourrissantes et permettent de réduire visiblement les cernes, tout comme les rides. Une action 2 en 1 très efficace. Faites donc un massage des yeux, avec l'une des deux huiles, chaque soir.

### 4. Le jus de citron

Pour les cernes très visibles, il est vivement recommandé d'utiliser du jus de citron, connu pour son effet dépigmentant sur la peau. Imprégnez donc deux morceaux de coton avec quelques gouttes de jus de citron et appliquez-les ensuite sur vos yeux.

Puis laissez poser une dizaine de minutes. Vous pouvez aussi mélanger 10 gouttes de jus de citron, avec une grosse cuillère d'huile d'olive. Une préparation à appliquer tous les soirs sur vos cernes.

### 5. La figue

La figue est un fruit enrichi en vitamine E, et connu pour ses propriétés antioxydantes, anti-inflammatoires, antirides et même antibactériennes. Appliquez donc une moitié de figue sur chaque œil, laissez les 10 à 15 minutes puis rincez à l'eau tiède. Résultat : une peau visiblement plus éclatante et moins fatiguée.

### 6. Les tranches de pomme de terre

Cela peut paraître étonnant, mais il s'agit ici d'un remède très ancien et très efficace.

La pomme de terre contient en effet des agents de blanchiment qui aideront à réduire vos cernes et à les faire disparaître.

Pour ce faire, appliquez deux tranches de pomme de terre sur vos yeux, le soir, avant d'aller vous coucher. Laissez-les poser quelques minutes puis retirez-les. Surprise garantie dès votre réveil.

## COUPLE

## INFIDÉLITÉ, ON L'AVOUE OU PAS ?

**Oui, il vous est arrivé d'être tentée d'aller voir si l'herbe était plus verte ailleurs, voire de franchir le pas qui vous menait dans les bras d'un autre. Faut-il dans ce cas tout confesser ou garder cet écart pour soi ? Avantages et inconvénients de ce "coming-out"...**

### Pourquoi tout dire

Parce que verbaliser peut servir d'électrochoc : Quand les sentiments sont encore présents entre lui et vous, mais que cela s'accompagne de beaucoup de souffrance, que vous avez la sensation de vous trouver dans une impasse communicationnelle parce que votre

partenaire de vie ne vous écoute pas ou vous néglige, le fait de lui asséner cette vérité crue peut agir comme un coup de massue qui le contraindra à regarder vos problèmes conjugués en face. S'il est véritablement attaché à vous, il pardonnera à terme l'incartade et comprendra l'importance de s'impliquer davantage dans votre relation.

### Parce que cela vous délivre d'un intense sentiment de culpabilité

Si le plaisir que ce coup de canif dans le contrat vous a procuré soit momentané, le remords qui vous poursuit depuis est, quant à lui, beaucoup plus tenace. Alors, si vous ne parvenez pas à vous pardonner cette infidélité et que cela ronge au point de ne plus réussir à vivre normalement, décidez-vous à passer à table et raconter à l'homme de votre vie (le vrai) ce qui s'est passé. Vous vous exposez certes à la rupture, mais vous vous déchargez par la même

occasion d'un fardeau psychologique qu'il vous était de plus en plus difficile de porter...

### Parce que vous exigez la même attitude de sa part

Vous attendez de lui la plus parfaite transparence et ne supporteriez pas qu'il vous cache un "accident" de cette importance ? Soyez donc cohérente avec vous-même et inspirez-vous de l'adage "Ne fais pas à autrui ce que tu n'aimerais pas qu'on te fasse"...

### Parce qu'il est préférable qu'il ne l'apprenne pas par une tierce personne

Si votre petite escapade a eu à des témoins et qu'il est possible que l'écho de celle-ci revienne aux oreilles de votre chéri, mieux vaut prendre les devants et lui en parler avant que quelqu'un ne s'en charge à votre place....



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP 1**, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**



Equipe nationale

# Les Verts passent aux choses sérieuses

La sélection nationale a commencé à intensifier sa préparation pour la CAN et en prévision du match amical face à la Mauritanie depuis hier au centre des équipes nationales de Sidi Moussa. En effet, et avec l'arrivée des derniers joueurs évoluant à l'étranger, à savoir ceux qui jouent en Angleterre, Slimani, Mahrez et Guediouara, le coach a pu disposer de tout le groupe pour préparer dans les meilleures conditions le tournoi africain. Les Verts ont continué donc à s'entraîner au centre des équipes nationales de Sidi Moussa en atten-



dant de bénéficier d'une séance au niveau du stade Tchaker de Blida où aura lieu le match face aux Mauritanais et qui devrait avoir lieu ce jeudi. Le coach de l'EN, Leekens, compte beaucoup sur cette empoignade amicale pour avoir une idée fixe sur son groupe avant le départ pour le Gabon, où une mission délicate attendra les Algériens qui devront se donner à fond s'ils souhaitent aller le plus loin possible dans cette compétition. Le driver des Verts aura fort à faire pour dégager son onze de départ lors du premier match du tournoi face au Zimbabwe, d'autant plus qu'il devra faire les bons choix et ne pas se tromper dans certains postes qui restent sensibles à l'exemple de la défense et particulièrement de l'axe centrale où une forte polémique a été déclenchée avec le vœu de certains de la refaire complètement, après le mauvais rendement du duo, Mandi-Belkaroui lors du match face au Nigeria perdu sur le score de (3/1). Leekens va miser beaucoup sur le travail tactique lors de ces séances de travail pour dégager justement ce onze sur lequel il devra compter pour réussir le début de la compétition. Par ailleurs, on apprend que l'attaquant de Leicester, Riad Mahrez devrait prendre un vol spécial ce jeudi pour Abuja où il devra prendre part à la cérémonie du joueur africain de l'année, sachant qu'il est pressenti pour cette distinction après la saison exceptionnelle qu'il a réalisée.

Imad M.

## Championnat de Turquie Ghilas parmi les "flops" de la phase aller

■ Le transfert de l'international algérien Nabil Ghilas est qualifié par la presse turque de l'un des plus mauvais du championnat de Turquie de football effectués l'été dernier. Selon le site «olay sport», le transfert de Ghilas vers Gaziantep a été l'un des "flops" de la première moitié du championnat turc. Ce même site a estimé que l'attaquant de 25 ans a été convaincant lors des premiers matchs en inscrivant des buts dont un retourné acrobatique, avant de sombrer au cours des neuf derniers matchs, lui valant des critiques acerbes. Ghilas avait rejoint la Turquie en provenance du championnat espagnol où il a porté la saison passée le maillot de Levante, club relégué en deuxième division locale. Il n'a plus été convoqué en équipe nationale depuis novembre 2014. Gaziantep est 17e au classement du championnat local avec 11 points.

En amical

## NAHD-CA Bizertin le 9 janvier à Tunis

■ Le NA Hussein-Dey (Ligue 1 algérienne de football) disputera un match amical contre son homologue tunisien, le CA Bizertin, le 9 janvier au stade Bsiri, comptant pour la préparation hivernale des deux formations, indique mardi le club Sang et Or. La formation husseindéenne, conduite par le technicien français Alain Michel, s'est envolée lundi pour Gammarth (Tunisie), dans le cadre de son stage hivernal qui se poursuivra jusqu'au 12 janvier. Par ailleurs, le CA Bizertin, sous la houlette de Maher Kanzari, affrontera mercredi le CS Cheminots, avant de rencontrer le SS Zarzouna, jeudi puis l'équipe algérienne, le 9 janvier à 14h30. Tous les matches auront lieu au stade Bsiri. Le NA Hussein-Dey a déjà bouclé son recrutement hivernal, avec l'arrivée du Guinéen Mohamed Coumbasa. Dans la foulée, le staff technique a décidé d'intégrer les deux joueurs Ibrahim Ferhat et Hocine Laribi dans l'effectif officiel après avoir passé six mois à s'entraîner avec l'équipe. Les deux dernières licences ont été accordées au Franco-Algérien, Mourad Satti, qui exerçait en Roumanie la saison passée, et Mehdi El Ouertani, un Algéro-Tunisien venu de la JS Kairouan (Ligue 1, Tunisie).

Madjid Bougherra

## "Mon rôle est d'assurer la liaison entre le staff et les joueurs"

■ «Je suis le grand frère qui assure la liaison entre le staff technique et les joueurs», a expliqué l'ancien capitaine de la sélection algérienne de football, Madjid Bougherra, concernant le rôle qu'il occupe actuellement aux côtés du Belge Georges Leekens aux commandes techniques des Verts. «Mon départ à la retraite a été une décision très difficile à prendre, surtout vis-à-vis de l'équipe nationale. C'était une véritable déchirure. Mais ce nouveau rôle qu'on vient de me confier me permet de rester utile à mon pays et j'en suis très content», a indiqué, mardi, l'ancien stoppeur des Glasgow Rangers en marge d'une cérémonie de baptisation de plusieurs structures du Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger) au nom de personnalités

sportives décédées. «Magic» Bougherra a ajouté que sa reconversion «se passait bien» et que sa nouvelle mission lui «plai(sait)», même si elle est «très différente» de ce qu'il a connu jusqu'ici. «J'ai déjà décroché le diplôme CAF-C et dans peu de temps inch'Allah, j'aurai le CAF-B qui me permettra dès lors d'entraîner. Mais pour le moment, je me consacre à l'équipe nationale», a-t-il affirmé. «J'ai vu Bougherra il y a deux semaines et je lui ai demandé ce qu'il comptait faire, maintenant qu'il a définitivement raccroché les crampons. C'est là que l'idée m'est venue de l'intégrer dans le staff technique national», avait expliqué Georges Leekens lundi en conférence de presse. D'après le sélectionneur belge, l'ancien international Yazid Mansouri, membre

du staff technique national depuis 2014 et Bougherra vont former «deux capitaines à l'entraînement». Bougherra (34 ans) a mis fin à sa carrière de joueur le 21 décembre dernier. En sélection, il avait entamé son aventure en 2004 avec les espoirs avant d'être appelé en équipe A la même année. Il a disputé deux Coupes d'Afrique des nations (2010 et 2015) et surtout deux phases finales de Coupe du Monde (2010 et 2014), avec à la clé ce précieux but qui a envoyé les Verts au Brésil aux dépens du Burkina Faso en novembre 2013. Le match face à la Côte d'Ivoire (défaite 3-1) comptant pour les quarts de finale de la CAN-2015 en Guinée équatoriale, était le dernier du «Magic» avec la sélection.

Montpellier

## La Lazio Rome revient à la charge pour Boudebouz

La Lazio Rome a initié des échanges au sujet du milieu offensif de Montpellier Ryad Boudebouz. Après s'être déjà manifestée l'été dernier, la Lazio Rome est revenue à la charge pour Ryad Boudebouz, le milieu offensif de Montpellier (sous contrat jusqu'en juin 2019). Les dirigeants du club italien ont initié des premiers échanges au sujet de l'international algérien de 26 ans, auteur d'une très bonne première partie de saison (sept buts et deux passes décisives en Ligue 1) mais forfait pour la CAN en

raison d'une récente opération au ménisque du genou droit. La Lazio n'est d'ailleurs pas le seul club à se pencher sur le cas de l'ancien Sochalien. Ces dernières semaines, la Fiorentina, des clubs espagnols (Villarreal, Athletic Bilbao) et anglais (West Bromwich, Everton, Newcastle) se sont manifestés, de manière plus ou moins poussée, sur son cas. Un départ cet hiver de Boudebouz n'est toutefois pas encore acquis et pourrait être programmé pour l'été prochain.

Jeux de la solidarité islamique

## Les lutteurs algériens (juniors et seniors) en stage à Souidania

■ Les sélections algériennes masculines de lutte juniors et seniors effectueront à partir de jeudi un stage au Centre de regroupement des équipes nationales de Souidania (Alger), en prévision des Jeux de la solidarité islamique, prévus du 11 au 22 mai à Bakou en Azerbaïdjan, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne des

luttes associées (FALA). Le staff technique national, composé des entraîneurs Bendjara Maazouz, Zeghdane Messaoud (lutte gréco-romaine) et Aoune Fayçal (lutte libre) a fait appel à 28 athlètes pour ce stage qui se poursuivra jusqu'au 26 janvier. «Ce stage verra la participation des cadres de la sélection dont Tarek Aziz

Benaïssa, les frères Boudjemline et Sid Azara Bachir. Le vrai travail va commencer en vue de la participation aux prochains Jeux de la solidarité islamique», a déclaré Idriss Haoues, directeur des équipes nationales (DEN). Trente-six (36) athlètes dont 5 filles (juniors et seniors) avaient effectué du 4 au 24 décembre un stage au

Centre national des sports et des loisirs de Tikjda. Les sélections algériennes de différentes catégories ont entamé le 4 octobre dernier le programme de préparation établi par la direction technique nationale en prévision des prochaines échéances sportives inscrites au titre de cette nouvelle saison.





Alger  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

Oran

## Arrestation de près d'une centaine d'individus en une semaine

Les éléments de la Sûreté de wilaya d'Oran ont procédé, à l'arrestation de 94 individus durant cette période des fêtes de fin d'année, dans le cadre des diverses opérations de lutte contre le crime, a-t-on appris, mardi, de ce corps sécuritaire. Durant la période s'étalant du 25 décembre 2016 au début de ce mois de janvier, les services de la Sûreté de wilaya, ont effectué 243 opérations ayant abouti à l'arrestation de 43 individus qui ont été déférés devant la justice et 10 ont été écroués pour détention de drogue, port d'armes blanches et vols. Par ailleurs, dans le cadre des procédures prises en vue de renforcer de la sécurité, à l'avènement du Nouvel An 2017, des éléments de la Sûreté de la daïra de Aïn El Turck, localité balnéaire et touristique par excellence, ont lancé une vaste opération ciblant la lutte contre les foyers de criminalité et les points noirs recensés sur ce territoire. Cette opération a été soldée par le contrôle d'identité de 40 personnes au niveau du siège de la Sûreté de daïra. Il s'est avéré que neuf individus étaient recherchés pour des affaires de trafic de drogue et de coups et blessures volontaires. Agées entre 22 et 40 ans, ces mis en cause sont des repris de justice, ajoute-t-on de même source, tout en signalant que ces personnes ont été déférées devant la justice conformément à une procédure judiciaire. D'autre part, les services de la Sûreté de la daïra d'Arzew ont démantelé une association de malfaiteurs composée de sept éléments, impliqués dans le trafic de drogue. Les mêmes services de police ont arrêté quatre personnes impliquées dans une affaire de transport et vente illégale de boissons alcoolisées.

R. O.

Tipasa

## Sauvetage de trois pêcheurs au large de Gouraya

Trois pêcheurs ont été sauvés d'une mort certaine par les éléments de la protection civile dans la nuit de mardi à mercredi au large de la côte de Gouraya, à l'ouest de Tipasa, a-t-on appris du chargé de l'information auprès de ce corps constitué. Selon le lieutenant Michalikh Mohamed, l'opération de sauvetage, réalisée par l'unité marine de la protection civile de Cherchell, en coordination avec l'unité de Gouraya, a duré près de quatre heures de temps, soit de 19h30 à 23h30 de la nuit dernière. Les pêcheurs en question ont envoyé un appel de détresse après que leur embarcation se soit coincée au niveau d'un îlot, à 3 km de la côte. Les trois pêcheurs, âgés entre 30 à 35 ans, et issus de la wilaya de Blida, sont en bonne santé et ont rejoint leur domicile familial après avoir reçu les soins nécessaires, a-t-il ajouté. Selon les précisions du même responsable, les trois jeunes gens avaient pris le large pour une sortie de pêche, mais le climat a vite changé causant une agitation des vagues qui ont transformé leur sortie en une aventure à haut risque, n'était-ce l'intervention salutaire de la Protection civile.

R. T.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

## GEL DES RECRUTEMENTS DANS LA FONCTION PUBLIQUE



Blida

## Boudiaf au chevet des enfants blessés par un engin explosif



Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, s'est rendu mardi après-midi au CHU Frantz Fanon et à l'unité Hassiba Ben Bouali à Blida où il s'est enquis de l'état de santé des enfants blessés par un engin explosif. Un enfant est décédé et sept autres ont été blessés par un engin explosif lundi dans la localité de Rayhane, commune de Aïn Romana, daïra de Mouzaïa (ouest de Blida). Après avoir présenté les condoléances, en son nom et au nom du gouvernement, à la famille de l'enfant décédé dans ce tragique accident, M. Boudiaf a affirmé aux familles

des blessés «leur prise en charge totale par l'Etat», les rassurant que «toutes les mesures nécessaires seront prises pour leur traitement».

Le ministre a salué durant cette visite le travail exceptionnel accompli par le staff médical qui veille à assurer aux enfants blessés les soins nécessaires, dans la mesure où certains d'entre eux ont subi des interventions chirurgicales compliquées, soulignant que «le staff médical a été à la hauteur».

Les enfants blessés, qui ne dépassent pas les 12 ans, «vont bien», a-t-il ajouté, indiquant que la majorité d'entre eux quitteront l'hôpital dans les deux prochains jours au plus tard.

Tout en appelant au soutien et la prise en charge psychologique des familles des blessés, M. Boudiaf a recommandé aux citoyens de «faire confiance aux médecins algériens» tout en mettant en valeur leur compétence et leur efficacité.

Reda A.

Sûreté de wilaya d'Alger

## Une femme en possession de comprimés de psychotropes, arrêtée

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté récemment une femme en possession de plus de 500 comprimés de psychotropes à Rouiba et démantelé une association de malfaiteurs spécialisée dans le cambriolage des maisons dans la capitale.

La mise en cause a été arrêtée dans la circonscription administrative de Rouiba suite à la fouille de son véhicule qui a permis de découvrir en sa possession 530 comprimés de psychotropes et un montant de 7 000 dinars algériens, ont précisé les services de la Sûreté de wilaya d'Alger dans un communiqué publié mardi.

Après enquête, elle a reconnu sa consommation des comprimés de psychotropes à des fins thérapeutiques, car souffrant de troubles psychologiques, niant tout usage à des fins commerciales.

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont, par la suite, perquisitionné son domicile où ils ont retrouvé deux plaquettes contenant sept capsules, une plaquette contenant quatre com-

primés et une plaquette contenant cinq capsules, après quoi, ils ont décidé de la placer sous contrôle judiciaire.

Les mêmes services ont, par ailleurs, démantelé une association de malfaiteurs composée de deux individus pris en flagrant délit alors qu'ils étaient en possession d'objets volés dans la maison d'un citoyen.

L'association de malfaiteurs était spécialisée dans le cambriolage des maisons avec emploi d'une arme blanche prohibée.

Parmi les objets volés retrouvés chez les cambrioleurs, le communiqué a notamment cité un ordinateur portable, un appareil photo numérique, un démodulateur numérique, des montres, des bracelets et des bagues (métal jaune et blanc) et une bouteille de boisson alcoolisée. Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont également récupéré les objets utilisés par les suspects pour commettre leur vol, à savoir un arme blanche prohibée, des gants, des cordes et des masques noirs, a précisé le communiqué.

R. K.

## ACTU...

Naâma

## Arrestation d'une bande de narcotrafiquants

Une bande de narcotrafiquants composée de cinq éléments a été démantelée et 43,7 kilogrammes de drogue provenant des frontières ouest du pays ont été saisis lors d'une opération menée par les services de police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Naâma, a-t-on appris hier auprès de cette institution.

Agissant sur informations faisant état d'un trafic de drogue opérant depuis les frontières ouest vers différentes wilayas du pays, les éléments de la brigade de recherches et d'investigations (BRI) ont repéré la bande suspecte, entrepris des perquisitions à leurs domiciles et appréhendé ses cinq membres, âgés entre 30 et 40 ans, a précisé la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

La poursuite des investigations concernant cette bande criminelle a permis de mettre la main sur la quantité de drogue (kif traité) susmentionnée et de saisir trois camions utilisés dans les opérations de ce trafic, une somme d'argent (914 000 DA) produit de la vente de drogue, ainsi que des comprimés de psychotropes utilisés pour leur propre consommation, selon la même source.

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Naâma pour trafic de drogue et détention de psychotropes et ont été écroués en attendant leur comparution.

R. N.

Accidents de la route

## L'hécatombe continue

Vingt-neuf personnes sont décédées et 1 185 autres ont été blessées dans 1 017 accidents de la circulation routière survenus du 25 au 31 décembre 2016 à travers le territoire national, selon un bilan hebdomadaire établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou avec deux personnes décédées et 49 autres blessés suite à 46 accidents de la route.

Les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 917 interventions pour l'extinction de 542 incendies divers.

H. A.

Tlemcen

## Saisie de 12 kg de kif traité à Sidi Djillali

Les éléments des postes de surveillance de El Abed et Bir 5 relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes de Tlemcen ont opéré, lundi, la saisie de 12 kg de kif traité dans la zone steppique de Sidi Djillali, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de la direction régionale de ce corps.

Agissant sur informations faisant état d'une quantité de drogue dissimulée dans la broussaille de la région steppique de la daïra de Sidi Djillali, un ratissage effectué au lieu-dit village Kheil reliant les RN 99 et 107 a permis aux douaniers de découvrir 130 petites plaquettes, selon la même source.

Par ailleurs, les policiers de la daïra de Maghnia ont saisi, dimanche dernier, 600 comprimés d'ecstasy en possession d'un mineur (17 ans) arrêté lors d'une fouille, selon le responsable de la cellule de communication de la direction de la Sûreté de wilaya qui a souligné qu'une enquête est ouverte pour connaître le fournisseur et les acolytes.

F. L.